

**SOCIÉTÉ DES NATIONS**

---

**COMMISSION DE STATISTIQUE INTERNATIONALE**

---

**RAPPORT**

**DE M. LUCIEN MARCH**

avec des Annexes

---

**LEAGUE OF NATIONS**

---

**INTERNATIONAL STATISTICAL COMMISSION**

---

**REPORT**

**BY M. LUCIEN MARCH**

with Annexes

# SOCIÉTÉ DES NATIONS

## COMMISSION DE STATISTIQUE INTERNATIONALE

### RAPPORT DE M. LUCIEN MARCH

#### TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Lettre adressée par M. March au Secrétaire Général . . . . .	3
Rapport. . . . .	4
Annexe I. — Rapports adoptés par la Majorité et les Minorités :	
Résolutions adoptées par la Majorité . . . . .	18
Rapport des Minorités . . . . .	22
Annexe II. — Observations personnelles de Membres de la Commission :	
Observations personnelles de M. Coats . . . . .	24
Observations personnelles de M. Jacquart . . . . .	27
Observations personnelles de M. Lucien March . . . . .	29
Lettre du Dr Royal Meeker . . . . .	30
Annexe III. — Notes relatives à diverses institutions internationales :	
<i>a)</i> Institut international de Statistique . . . . .	31
<i>b)</i> Bureau International du Travail . . . . .	32
<i>c)</i> Institut international d'Agriculture . . . . .	32
<i>d)</i> Bureau international de Statistique commerciale de Bruxelles . . . . .	33
<i>e)</i> Institut international de Commerce créé par la Conférence parlementaire internationale (1919) . . . . .	33
<i>f)</i> Chambre de Commerce internationale . . . . .	34
<i>g)</i> Office international d'Hygiène publique . . . . .	34
<i>h)</i> Union Postale Universelle . . . . .	34
<i>i)</i> Bureau international de l'Union télégraphique . . . . .	34
<i>j)</i> Comité permanent des Assurances sociales . . . . .	34
Annexe IV:	
Suggestions approuvées par la Conférence réunie à Londres le 14 août 1919 . . . . .	35
Résolution de la Conférence impériale de Statistique de l'Empire Britannique (1920) . . . . .	35

LEAGUE OF NATIONS

INTERNATIONAL STATISTICAL COMMISSION

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Rapport de la Commission de Statistiques

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE  
LA DIXIÈME SESSION DU CONSEIL

*Tenue à Bruxelles en Octobre 1920*

Le Conseil a examiné le rapport de la Commission internationale de Statistiques, qui s'est réunie à Paris le 10 octobre. Il a regretté de devoir constater que, bien que l'unanimité ait été obtenue au sein de cette Commission sur un certain nombre de points de principe, des divergences de vue se sont produites au sujet de l'organisation à adopter pour réaliser la centralisation et la coordination des données statistiques, dans un but d'intérêt général international.

Le Conseil a reçu un rapport de la majorité, signé par neuf membres, et un rapport de la minorité signé par trois membres.

Le Conseil a décidé de communiquer ces deux rapports à tous les Gouvernements en les priant de lui faire connaître leurs vues. Il adresse à la Commission où siègent des représentants éminents de la science ses remerciements les plus sincères.

LEAGUE OF NATIONS

Report of the Statistical Commission

---

EXTRACT FROM THE PROCÈS-VERBAL  
OF THE TENTH SESSION OF THE COUNCIL

*Held in Brussels in October 1920*

---

The Council considered the Report of the International Statistical Commission, which met at Paris on October 10th. It noted with regret that, while the Commission agreed unanimously on certain principles, differences of opinion arose with regard to the organisation which should be adopted in order to centralise and co-ordinate statistical data from the point of view of general international interest.

The Council received a majority Report signed by nine members and a minority Report signed by three members.

The Council decided to communicate both Reports to all the Governments and to ask them to give their views. It tendered its best thanks to the Commission, which comprised eminent experts.

# LEAGUE OF NATIONS

## INTERNATIONAL STATISTICAL COMMISSION

### REPORT BY M. LUCIEN MARCH

#### CONTENTS

	Page
Letter addressed to the Secretary-General by M. March . . . . .	3
Report . . . . .	4
Annex I. — Majority and Minority Reports :	
Resolutions passed by the Majority . . . . .	18
Minority Report . . . . .	22
Annex II. — Personal Notes of Members of the Commission :	
Observations by M. Coats . . . . .	24
Observations by M. Jacquart . . . . .	27
Observations by M. Lucien March . . . . .	29
Letter from Dr. Royal Meeker . . . . .	30
Annex III. — Notes relating to various International Institutions :	
(a) International Statistical Institute . . . . .	31
(b) International Labour Office . . . . .	32
(c) The International Institute of Agriculture . . . . .	32
(d) The International Bureau of Commercial Statistics at Brussels . . . . .	33
(e) International Institute of Commerce established by the International Parliamentary Conference (1919) . . . . .	33
(f) International Chamber of Commerce . . . . .	34
(g) International Bureau of Public Health . . . . .	34
(h) Universal Postal Union . . . . .	34
(i) International Bureau of the Telegraphic Union . . . . .	34
(j) Permanent Committee on Social Insurance . . . . .	34
Annex IV :	
Suggestions approved by the Conference assembled at London on August 14th, 1919 . . . . .	35
Resolution of the Imperial Statistical Conference of the British Empire (1920) . . . . .	35

LETTRE ADRESSÉE PAR M. LUCIEN MARCH,  
RAPPORTEUR DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE STATISTIQUE,  
AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

---

PARIS, le 8 novembre 1920.

Monsieur le Secrétaire Général,

La Commission internationale de Statistique, organisée par le Conseil de la Société des Nations, m'a chargé de rédiger le Rapport destiné à accompagner les résolutions dont le texte vous a été communiqué par le Bureau.

J'adresse aujourd'hui ce Rapport à M. le Président du Conseil de la Société des Nations, et je m'empresse de vous en faire parvenir une copie.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

*Le Directeur de la Statistique générale de la France,  
Rapporteur de la Commission,*

*(Signé)* LUCIEN MARCH.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS, A GENÈVE (Suisse).

**LETTER ADDRESSED TO THE SECRETARY-GENERAL BY  
M. LUCIEN MARCH, RAPPORTEUR OF THE INTERNATIONAL  
STATISTICAL COMMISSION**

PARIS, November 21<sup>st</sup>, 1920.

The International Statistical Commission organised by the Council of the League of Nations has instructed me to draw up the Report which is to accompany the Resolution, the text of which has been communicated to you by the Bureau.

I am sending this Report to-day to the President of the Council of the League of Nations, and I hasten to forward a copy to you.

I have the honour to be, etc.,

*Le Directeur de la Statistique générale de la France,  
Rapporteur of the Commission,*

*(Signed)* LUCIEN MARCH.

**TO THE SECRETARY-GENERAL,  
LEAGUE OF NATIONS, GENEVA**

# SOCIÉTÉ DES NATIONS

## COMMISSION DE STATISTIQUE INTERNATIONALE

nommée par le Conseil de la Société des Nations (1920)

# RAPPORT

présenté par

**M. LUCIEN MARCH, au nom de la Commission**

Au cours de la session qui a été tenue à Rome le 19 mai 1920, le Conseil de la Société des Nations a approuvé le Rapport de M. *Destrées*, représentant de la Belgique, ainsi conçu :

« Aux termes de diverses conventions internationales, certaines Commissions internationales ou Bureaux internationaux ont mission de recueillir les statistiques internationales. Aux termes de l'article 24 du Pacte, toute Commission ou Bureau international qui viendrait à être constitué pour être investi d'une mission de ce genre, doit être placé sous la direction de la Société des Nations ; si les parties intéressées tombent d'accord, la même règle peut être appliquée aux Commissions ou Bureaux internationaux déjà existants.

« Une Conférence de spécialistes en matière de statistiques, réunie l'année dernière à Londres, à la louable initiative du Secrétaire Général de la Société des Nations, a été unanime à reconnaître le grand intérêt qu'il y aurait à ce que les travaux de statistiques nécessaires à la vie politique des nations soient organisés suivant un système uniforme et centralisé. Mais cette organisation désirable soulève des problèmes qu'il n'est pas possible de résoudre sans le secours de spécialistes, tant statisticiens que personnes habituées à se servir de statistiques.

« Je vous propose, à cette fin, qu'une Commission soit constituée de la manière suivante. Les organismes existant :

Bureau International du Travail,  
Institut international de Statistique,  
Institut international d'Agriculture,  
Bureau international des Statistiques commerciales (Bruxelles),

seront invités à désigner chacun un représentant. Cette délégation sera complétée par l'adjonction des personnalités suivantes :

M. LUIGI BODIO ;

M. DE ELOLA ;

M. R. H. COATS ;

M. LUCIEN MARCH ;

que leurs travaux désignent évidemment à notre choix. »



# LEAGUE OF NATIONS

## INTERNATIONAL STATISTICAL COMMISSION

Appointed by the Council of the League of Nations, 1920

---

# REPORT

submitted by

**M. LUCIEN MARCH on behalf of the Commission**

---

At the Meeting held in Rome on May 19th, 1920, the Council of the League of Nations approved the Report of M. *Destrées*, representative of Belgium, which runs as follows :—

“ In accordance with various international agreements, certain international bureaux have been instructed to collect international statistics. By the provisions of Article 24 of the Covenant, every international commission or bureau which may be created in order to carry out a task of this nature must be placed under the control of the League of Nations ; if the parties concerned agree, the same rule can be applied to already existing international commissions or bureaux.

“ The Conference of statistical experts held in London last year, at the laudable instigation of the Secretary-General of the League of Nations, was unanimous in recognising that it is of the highest importance that the statistical work necessary to the political life of nations should be organised on a uniform and centralised system. But this organisation, desirable as it is, gives rise to problems which cannot be solved without the help of experts in statistics, as well as of persons accustomed to deal with statistics.

“ I therefore suggest to you that a Commission be formed in the following manner. The organisations already existing, viz. :—

International Labour Office,  
International Statistical Institute,  
International Agricultural Institute,  
International Commercial Statistical Office (Brussels).

will each be invited to choose a representative. This delegation will be completed by the addition of the following :—

M. LUIGI BODIO ;  
Mr. R. H. COATS ;

M. DE ELOLA ;  
M. LUCIEN MARCH ;

whose work obviously justifies this choice. ”

Au cours de la session qui s'est ouverte le 30 juillet 1920, à Saint-Sébastien, le Conseil a décidé que l'Institut international de Statistiques aurait deux représentants et que feraient partie de la Commission M. A.-W. Flux, ainsi qu'un représentant de l'Institut international du Commerce de Bruxelles et, enfin, éventuellement, un représentant du Japon.

Les membres de la Commission ont été convoqués pour le 11 octobre 1920 par le Secrétaire Général de la Société, qui a proposé en même temps l'ordre du jour suivant :

1. Fournir un avis au Conseil de la Société des Nations sur :
  - a) le degré auquel l'obtention, la comparaison, la vérification et la publication des statistiques internationales sont déjà entreprises par des organismes internationaux ;
  - b) le besoin de coordination nouvelle des travaux publiés ou non publiés par ces organismes ;
2. Examiner et dire, dans un Rapport, s'il est désirable qu'un Conseil consultatif central de statistique soit institué pour donner à la Société des Nations son avis sur la coordination et la standardisation des statistiques ; indiquer, en outre, quelles seraient la constitution et la mission d'un tel Conseil si sa création était recommandée ;
3. Examiner, dans le rapport, les relations de la Société des Nations avec les institutions existantes de la statistique internationale ;
4. Examiner dans quelles directions la statistique internationale exigerait de nouveaux développements et de quelle manière la Société des Nations pourrait aider avec avantage ces développements.

La session s'est ouverte, à Paris, dans les locaux de la Statistique générale de la France, le 11 octobre, à 3 heures de l'après-midi.

Les douze membres de la Commission étaient présents. Voici la liste de ces membres :

- Sénateur *Luigi Bodio* (Président), Président du Conseil supérieur de Statistique, à Rome ;
- Mr. *R. H. Coats*, Dominion statisticien, du Canada ;
- M. *A. Delatour*, Vice-Président de l'Institut international de Statistique, à Paris ;
- M. *Paul Delombre*, représentant l'Institut international du Commerce de Bruxelles ;
- M. *Louis Dop*, Vice-Président de l'Institut international d'Agriculture, Rome ;
- Senor *J. de Elola*, Directeur général de l'Institut Géographique et Statistique d'Espagne ;
- Mr. *A. W. Flux*, Secrétaire-adjoint, Statistical Department, Board of Trade, Londres ;
- M. *Camille Jacquart*, Représentant le Bureau international des Statistiques commerciales, à Bruxelles ;
- M. *Lucien March*, Directeur de la Statistique générale de la France ;
- M. *Marumo*, de l'Ambassade du Japon ;
- Dr. *Royal Meeker*, Chef de la Section scientifique, Bureau International du Travail, Genève ;
- M. *H. W. Methorst*, Secrétaire de l'Institut international de Statistique, La Haye.

M. *Layton*, puis M. *Loveday*, accompagnés de secrétaires et de sténographes, ont assisté aux travaux de la Commission et représenté auprès d'elle le Secrétariat Général de la Société des Nations.

At the Meeting which began on July 30th, 1920, at San Sebastian, the Council decided that the International Statistical Institute should have two representatives and, further, that the following should be attached to the Commission, viz :— Mr. *A. W. Flux*, one representative of the International Commercial Institute of Brussels, and perhaps, later on, one representative of Japan.

The members of the Commission were convoked on October 11th, 1920, by the Secretary-General of the League of Nations, who at the same time submitted the following agenda :—

1. To advise the Council of the League of Nations with reference to :—
  - (a) The extent to which the work of obtaining, collating, examining and publishing international statistics is already carried out by international bodies.
  - (b) The need of co-ordinating afresh the published or unpublished work of such bodies.
2. To consider and report upon the desirability of instituting a Central Advisory Council on Statistics for the purpose of advising the League of Nations concerning the co-ordination and standardisation of statistics, and, further, to report upon the constitution and duties of such a council, should its institution be recommended.
3. To consider and report upon the relationship of the League of Nations with existing statistical organisations.
4. To consider in what direction international statistics require further development, and in what manner the League of Nations might profitably assist such development.

The Committee began sitting in Paris, at the premises of the *Statistique générale de la France*, on October 11th, at 3 p.m.

The twelve members of the Commission were present. The list of members is as follows :—

Senator *Luigi Bodio*, President of the Higher Statistical Council of Rome ;

Mr. *R. H. Coats*, Dominion Statistician of Canada ;

M. *A. Delatour*, Vice-President of the International Statistical Institute, Paris ;

M. *Paul Delombre*, representing the International Institute of Commerce of Brussels ;

M. *Louis Dop*, Vice-President of the International Agricultural Institute, Rome ;

M. *J. de Elola*, Director-General of the Geographical and Statistical Institute of Spain ;

Mr. *A. W. Flux*, Under-Secretary, Statistical Department, Board of Trade, London ;

M. *Camille Jacquart*, Representative of the International Commercial Statistical Bureau, Brussels ;

M. *Lucien March*, Director of *La Statistique générale de la France* ;

M. *Marumo*, Japanese Embassy ;

Dr. *Royal Meeker*, Chief of Scientific Division, International Labour Office, Geneva ;

Mr. *H. W. Methorst*, Secretary of the International Statistical Institute, The Hague.

Mr. *Layton*, and subsequently Mr. *Loveday*, accompanied by secretaries and stenographers, were present at the sitting of the Commission in the capacity of representatives of the Secretariat-General of the League of Nations.

La Commission a immédiatement nommé son Président, M. *Bodio*, auquel ont été adjoints, comme Vice-Présidents, MM. *Delatour* et *de Elolu*.

Elle a décidé ensuite d'adopter comme programme de ses travaux, l'ordre du jour proposé par le Secrétaire Général de la Société des Nations, et qui avait été communiqué à tous les membres.

## I

Suivant le premier paragraphe de l'ordre du jour, la Commission a commencé par examiner l'état des institutions internationales qui établissent et publient des statistiques internationales.

Une liste complète des institutions internationales permanentes qui rassemblent des statistiques, ou sont susceptibles d'en rassembler sur tel ou tel point particulier, telle qu'on pouvait la dresser en 1914 d'après les publications de la *Vie Internationale*, comprendrait plus d'une centaine de noms. La Commission a pensé qu'il convenait de prêter une attention particulière aux institutions que le Conseil de la Société des Nations avait invitées à se faire représenter.

Chacun des représentants de ces institutions a pu faire connaître avec détails le caractère de celle qu'il représentait. Des notes sommaires relatives à ces institutions et à celles dont la Commission a retenu particulièrement les noms, sont annexées au présent Rapport (sous le N° III).

De la discussion qui a accompagné ces comptes rendus, il est résulté que l'on peut distinguer deux grandes catégories parmi les institutions internationales intéressées aux progrès des statistiques :

- 1° Celles qui s'occupent principalement des méthodes et de la coordination de l'ensemble des statistiques.
- 2° Celles qui coordonnent des statistiques portant sur des classes particulières de faits ; parmi celles-ci, on peut distinguer celles qui dépendent de la Société des Nations et celles qui en sont indépendantes.

Dans la première catégorie, l'attention de la Commission a été appelée sur l'Institut international de Statistique, créé en 1885, pour assurer la permanence de l'œuvre d'unification entreprise dès 1853 par les Congrès internationaux de statistique, et l'on a rappelé que cet Institut disposait d'un Office permanent subventionné par de nombreux Gouvernements ainsi que par des institutions privées.

La Revue *Metron* qui, avec le concours d'un Comité international, traite des questions de méthode dans toutes les sciences où intervient la statistique, a été également citée.

Parmi les institutions internationales qui peuvent rassembler ou ont besoin des statistiques, sur des points particuliers, on a signalé le Bureau International du Travail et la Commission des réparations, institués par le Traité de Paix de 1919 et qui sont, par cela même, rattachés à la Société des Nations, puis les institutions indépendantes de la Société des Nations telles que :

L'Institut international d'Agriculture de Rome, fondé en 1905 par une Convention qui groupe maintenant 60 Etats, lequel est chargé de rassembler les renseignements statistiques techniques ou économiques relatifs à la production, au commerce, au prix des produits agricoles ;

Le Bureau international des Statistiques commerciales, fondé en 1913 par une Convention à laquelle ont adhéré 29 Etats, et qui est chargé de coordonner et de publier les renseignements statistiques fournis par les Etats contractants, relativement à leur commerce d'importation et d'exportation ;

L'Institut international du Commerce, fondé en 1919 à la suite d'une Conférence interparlementaire internationale pour coordonner et publier les informations relatives à la statistique et à la législation commerciales en général ;

The Commission immediately appointed as its President M. *Bodio*, and as Vice-Presidents MM. *Delatour* and *de Elola*.

It then decided to adopt as its programme the agenda proposed by the Secretary-General of the League of Nations, which had been circulated to all the members.

## I

In accordance with paragraph 1, of the Agenda, the Commission began by examining the position of international institutions which collect and publish international statistics.

A complete list of permanent international institutions which collect statistics, or which are in a position to do so, on any particular subject, such as might have been drawn up in 1914 from the publications of the *Vie Internationale*, would contain more than 100 names. The Commission considered that special attention should be paid to those institutions which the Council of the League of Nations had invited to send representatives.

Each representative of these institutions was able to describe, in detail, the nature of the institution which he represented. Short notes relating to these institutions and to those whose names were specially noted by the Commission, are annexed to this Report. (Annex III.)

It became clear from the discussion which followed these reports, that two main classes could be distinguished amongst international institutions studying the progress of statistics.

1. Those which are chiefly concerned with questions of method, and with the co-ordination of statistics in general.
2. Those which co-ordinate statistics relating to special subject matter. To this class belong those subordinated to the League of Nations, as well as those which are independent.

With regard to the first of these classes, the attention of the Commission was directed to the International Statistical Institute, created in 1885 in order to ensure the permanence of the work of unification undertaken since 1853 by the International Statistical Congress; and it was recalled that this institute possessed a permanent office subsidised by a number of Governments, as well as by private institutions.

Mention was also made of the Review *Metron*, which, aided by an international committee, deals with questions of method in all sciences having to do with statistics.

Among the international institutions which collect, or which have need of statistics relating to special subjects, reference was made to the International Labour Office and the Reparations Commission instituted by the Treaty of Peace of 1919, and accordingly connected with the League of Nations, and also to institutions independent of the League of Nations, such as:—

The International Agricultural Institute of Rome, founded in 1905 by a Convention comprising 60 States, and entrusted with the duty of collecting technical or economic statistical information relating to protection of trade and agricultural produce;

The International Bureau of Commercial Statistics, founded in 1913 by a Convention comprising 29 States, and intended to co-ordinate and publish statistical information supplied by the contracting States, bearing upon their import and export trade;

The International Institute of Commerce, founded in 1919 as a result of an interparliamentary conference, for the purpose of co-ordinating and publishing information with regard to commercial statistics and legislation in general;

L'Office international d'Hygiène publique, fondé par l'Arrangement international du 9 décembre 1907 faisant suite à la Convention de 1903 qui groupe 38 États, a, entre autres objets, le devoir de publier les statistiques qui intéressent la santé publique :

L'Union Postale Universelle, créée en 1874, qui publie les statistiques postales :

Le Bureau international de l'Union télégraphique, créé en 1868, qui publie les statistiques des communications télégraphiques, radiotélégraphiques et téléphoniques ;

Le Comité permanent des assurances sociales, fondé en 1910, et qui a publié des rapports statistiques sur les assurances par classes professionnelles ;

La Chambre de Commerce internationale, fondée en 1920, qui a décidé de créer un Bureau de statistique industrielle et commerciale, etc.

Ces institutions ont, en général, des points communs. Du point de vue de la statistique, leurs attributions ne sont point rigoureusement délimitées, de sorte que les mêmes renseignements peuvent être recueillis ou publiés par plusieurs d'entre elles, par exemple les chiffres relatifs au commerce des céréales.

Cette circonstance n'a point échappé aux membres de la Commission ; elle a fortifié le sentiment qu'il était indispensable d'établir une parfaite coordination des travaux au moyen d'un accord permanent, d'une collaboration confiante entre les différentes organisations et la Société des Nations, tout en respectant l'indépendance et l'autonomie de chacune d'elles ; et ce sentiment a dominé les discussions ultérieures.

## II

Après cette revue sommaire des organismes internationaux capables de contribuer aux travaux réclamés par la Société des Nations, la Commission a passé à l'examen du second paragraphe de l'ordre du jour relatif, d'une part, à l'institution d'un Conseil consultatif chargé de donner des avis à la Société des Nations, sur la coordination ou l'unification des statistiques, d'autre part au mode de constitution ainsi qu'à la mission du Conseil.

Afin d'éclairer la Commission sur les projets d'organisation des Services de la Société des Nations, M. *Layton* a donné communication d'un plan qui serait soumis à la prochaine Assemblée générale de la Société, d'après lequel tous les Services autres que ceux prévus au Traité de Paix seraient incorporés dans le Secrétariat Général.

La Commission n'a pas cru qu'il lui appartenait de faire état de ce projet que le Conseil n'a point invoqué quand il l'a constituée. L'ordre du jour préparé par le Secrétaire Général, qu'elle avait accepté comme base de ses travaux, n'indiquait point qu'elle devrait examiner les détails d'une organisation définitive. Elle devait seulement, lui a-t-il semblé, indiquer les dispositions générales les plus avantageuses pour la Société des Nations, laissant au Conseil de la Société le soin d'adapter ces dispositions à l'organisation générale des services.

D'ailleurs le sentiment de la majeure partie des membres de la Commission paraît avoir été que l'organisation de la statistique devait être maintenue indépendante de toute préoccupation d'intérêts politiques, économiques ou de classes. Elle devait être appelée à donner, en toute liberté, des avis éclairés sur les faits numériques coordonnés pour le Conseil de la Société. S'il semblait nécessaire de fixer certaines limites à ses moyens d'action, aux frais de son intervention, il a paru qu'il était facile d'établir des limites de ce genre sans porter atteinte à l'autorité et à l'indépendance nécessaires de l'organisation.

Sur la question portée au second paragraphe de l'ordre du jour, la Commission a été saisie de deux projets, l'un présenté par M. *Coats*, l'autre préparé par M. *Layton*.

Celui de M. *Coats*, dont le texte est annexé au présent rapport, sous le n° II, était fondé sur la constatation des inconvénients : chevauchements, doubles emplois des institutions internationales existantes et sur le fait que ces institutions ne sont généralement pas dirigées par des statisticiens de carrière.

The International Office of Public Health, founded by international agreement on December 9th, 1907, following the Convention of 1903, to which 38 States adhered, and instituted in order, among other objects, to publish statistics relating to public health ;

The Universal Postal Union, created in 1874, which publishes postal statistics.

The International Bureau of the Telegraphic Union, created in 1868, which publishes statistics relating to telegraphic, wireless and telephonic communications ;

The Permanent Committee of Social Insurance, founded in 1910, which publishes statistical reports on insurance classified by vocations ;

The International Chamber of Commerce, founded in 1920, which has decided to create a Bureau of Industrial and Commercial Statistics, etc. ;

Speaking generally, these institutions have certain features in common. From the point of view of statistics, their spheres of action are not strictly defined, so that the same information may be collected or published by several of them ; as, for example, in the case of figures relating to the cereal trade.

The Commission did not fail to notice this fact, and it strengthened their conviction that it was essential to establish perfect co-ordination in this work by means of some permanent agreement and by whole-hearted co-operation between the different organisations and the League of Nations, although the independence and autonomy of each would be respected ; and this feeling was very apparent in the discussions.

## II

After this short review of international organisations in a position to contribute to the task suggested by the League of Nations, the Commission went on to examine the second paragraph of the Agenda, which deals, on the one hand, with the institution of an advisory council, whose duty it would be to advise the League of Nations upon the co-ordination or unification of statistics, and on the other hand with the constitution, as well as with the duties, of the council.

In order to inform the Commission with regard to the organisation proposed by the League of Nations, Mr. *Layton* communicated a scheme to be submitted to the next Assembly of the League, according to which, all organisations other than those provided for in the Treaty of Peace, should be incorporated in the Secretariat General.

The Commission did not consider that it was incumbent upon it to place on record this proposal which the Council did not refer to when it set up the Commission. The Agenda prepared by the Secretary-General, which had been accepted by the Commission as a basis for its labours, gave no indication that it had to examine the details of a final organisation. In its opinion it had only to undertake such general measures as would be most beneficial to the League of Nations, leaving to the Council of the League the task of adapting these measures to the general scheme of organisation. Moreover, the feeling of the greater part of the members of the Commission seems to have been that the organisation of statistics should be kept independent of any concern with political, economic or class interests. The Commission should be invited in all freedom to give well-informed advice upon statistical subjects, co-ordinated for the Council of the League. Should it seem necessary to limit its powers of action, or the expenses connected therewith, to any extent, it would apparently be easy to define such limits without detracting from the necessary authority and independence of the organisation.

With regard to the question contained in paragraph 2 of the Agenda, two proposals were laid before the Commission, one submitted by Mr. *Coats* and the other by Mr. *Layton*.

Mr. *Coats'* proposals, the text of which is appended to this report (Annex II), were based upon a realization of the drawbacks attaching to international institutions, (*e.g.* overlapping, duplication), and upon the fact that these institutions are not generally directed by professional statisticians.

M. *Coats* proposait en conséquence de confier à une organisation nouvelle la mission d'exécuter toutes les statistiques utiles à la Société des Nations ; toutefois, il admettait que les organismes qui ont un mandat direct pour exécuter certaines statistiques dresseraient eux-mêmes ces statistiques, mais leurs programmes et instruments d'enquête ne devraient être arrêtés qu'après accord avec l'organisation statistique. Les détails de cette organisation étaient précisés, un Conseil consultatif, dont le Président dirigerait les services, devait permettre une collaboration étroite entre les organismes chargés de statistiques particulières et l'auteur du projet citait les résultats obtenus par l'Institut international de Statistique comme témoignage des bons effets d'une semblable collaboration.

La Commission n'a pas cru pouvoir prendre ce projet comme point de départ de ses discussions. Il faisait en somme table rase de ce qui existe pour créer une organisation nouvelle qui n'aurait fait qu'accroître les inconvénients des doubles emplois sans même réaliser une complète centralisation. Les institutions qui échappent à l'autorité de la Société des Nations eussent continué à dresser des statistiques sans être aucunement intéressées à coordonner leurs efforts ; les services placés sous l'autorité de la Société des Nations demeurant d'ailleurs autorisés, le cas échéant, à établir les statistiques qui les intéressent, chacun dans sa sphère.

M. *Dop* a répondu à l'objection que les organisations existantes ne sont point dirigées par des statisticiens de carrière ; ces institutions ont des bureaux de statistique dirigés par des spécialistes. D'ailleurs, l'Assemblée que proposait M. *Coats* ne serait-elle pas composée de représentants des Etats, pouvant ne point être des statisticiens, puisqu'on prévoit qu'ils pourront se faire accompagner de conseillers techniques ?

Enfin, comme on l'a dit plus haut, la Commission n'avait point à prévoir les détails d'un service défini, mais plutôt à proposer une organisation capable de s'adapter aux besoins dont elle recevra l'expression, aux moyens dont elle disposera, et qui ne soit point d'avance emprisonnée dans des cadres rigides.

Le projet préparé par M. *Layton* était précédé de considérants dont la Commission a reconnu la valeur. Il comprenait ensuite trois parties dont la première visait à l'organisation intérieure des services de statistique ; celle-ci n'a point été retenue pour les raisons qui viennent d'être indiquées à propos du projet de M. *Coats*.

M. *de Elola*, notamment, a fait observer que, sans discuter l'opportunité d'une section de statistique dans le Secrétariat Général, la question lui paraissait en dehors de l'ordre du jour et qu'il fallait laisser au Conseil de la Société des Nations le soin de l'organisation intérieure. D'ailleurs, placer l'organisation de la statistique sous l'autorité du Secrétaire Général, ne serait-ce pas aller à l'encontre du principe d'autonomie auquel — comme on l'a dit plus haut — la Commission attache le plus haut prix ?

La seconde partie du projet de M. *Layton*, au contraire, se référait au paragraphe 2 de l'ordre du jour ; elle tendait à l'institution du Conseil consultatif dont il est question dans ce paragraphe et elle précisait la mission de ce Conseil.

La Commission a fait siennes ces suggestions, en ajoutant toutefois la nécessité d'utiliser, autant que possible, le concours des Offices internationaux existants qui conservent leur autonomie.

Dans une dernière partie, le projet tendait à adjoindre éventuellement au Conseil une Conférence générale de statisticiens ; la Commission a jugé que l'une des institutions existantes pouvait remplir le rôle de cette Conférence et qu'il convenait de prévoir l'expression permanente des opinions de cette Institution.

Sous une forme présentée par MM. *Delatour* et *March*, mais peu différente de celle qu'avait proposée M. *Layton*, trois considérants ont été adoptés, lesquels précèdent les résolutions votées par la Commission. Dans le second de ces considérants, la Commission prescrit de s'adresser aux institutions internationales existantes dont l'objet est de produire les statistiques réclamées ; mais, pour le cas où ces institutions ne seraient point en mesure de répondre aux demandes, elle indique que la démarche sera faite toutes les fois que ce sera possible ; elle ménage ainsi la liberté d'action de l'organisation future qui ne sera jamais arrêtée par l'impuissance éventuelle des institutions autonomes. La Commission recommande en somme une utile division du travail sans monopole.



Mr. *Coats* accordingly suggested that a new organisation should be entrusted with the task of dealing with all statistics which might be useful to the League of Nations; at the same time he would allow organisations which have been definitely appointed to deal with certain statistics, to tabulate those statistics themselves, but their programmes and methods of research should not be fixed without the consent of the new statistical organisation. The details of the latter organisation were laid down as follows: an advisory council, whose labours would be directed by its president, should facilitate intimate co-operation between the organisations dealing with special categories of statistics. The author of these proposals referred to the results obtained by the International Statistical Institute as a proof of the satisfactory result of such collaboration.

The Commission was unable to adopt these proposals as a basis of discussion. Such proposals would, as it were, make a clean sweep, of existing methods in order to create a new organisation which would only multiply drawbacks, such as duplication, without even attaining complete centralisation. Institutions outside the control of the League of Nations would continue to tabulate statistics, and would have no interest in co-ordinating their labours, while the organisations controlled by the League of Nations would, on the other hand, remain authorised, when necessary, to tabulate statistics in which they were interested, each in its own sphere.

M. *Dop*, in reply to the objection that existing organisations are not directed by professional statisticians, pointed out that these institutions have offices which are directed by experts. Moreover, would not the assembly suggested by Mr. *Coats* consist of representatives of States who need, apparently, not be statisticians, since it was provided that they might be accompanied by technical advisers?

In short, as has already been said, it was not for the Commission to lay down the details of a definite organisation, but rather to approve an organisation capable of adapting itself, with the means at its disposal, to the requirements of which it might be informed, and which should not be confined in advance to a narrow sphere of activity.

The proposals submitted by Mr. *Layton* were preceded by preliminary considerations, the value of which was appreciated by the Commission. They were then divided into three parts, the first of which related to the interior organisation of the statistical services, but this part was rejected for the reasons which were given above in the case of the proposals of Mr. *Coats*.

M. *de Elola*, in particular, remarked that he would not discuss the advisability of a Statistical Section in the Secretariat-General, as in his opinion the question was outside the scope of the agenda, and he felt that the task of interior organisation should be left to the Council of the League of Nations. Moreover, to place the organisation of statistics under the control of the Secretary-General would be to violate the principle of autonomy to which, as has already been said, the Commission attaches the highest importance.

The second part of Mr. *Layton's* proposals, on the other hand, referring to paragraph 2 of the Agenda, contemplated the institution of the Advisory Council mentioned in the paragraph, and defined the duties of this council.

The Commission adopted these proposals, but expressed the opinion that it is necessary to utilise as far as possible the help of existing international offices, which retain their independence.

The latter part of the proposals contemplated the eventual addition to the Council of a general conference of statisticians, but the Commission was of opinion that one of the existing institutions could fulfil the rôle of this conference, and that the opportunity should be afforded to this institution of expressing its opinions in permanent form.

Three preliminary observations, in a draft submitted by MM. *Delatour* and *March*, differing very slightly from the proposals of Mr. *Layton*, were adopted, so as to precede the resolutions carried by the Commission. In the second of these preliminary observations the Commission recommends that existing international institutions which are concerned in supplying the statistics demanded should first be approached; but, in the event of these institutions not being in a position to satisfy such a demand, the Commission recommends that they should, nevertheless, be consulted whenever possible; in this way the freedom of action of the future organisation, which will never be obstructed by the weaknesses to which autonomous institutions are liable, will be safeguarded.

L'institution du Conseil consultatif, ainsi que la définition de son objet, ont ensuite été approuvées dans les termes qu'a proposés M. Delatour et le texte suivant a été adopté :

« *Considérant qu'il existe actuellement un certain nombre d'institutions internationales indépendantes qui centralisent et publient des statistiques ou qui ont pour objet d'unifier les méthodes et les cadres de la statistique ;*

« *Considérant qu'il importe d'éviter les doubles emplois et les divergences possibles dans les notations numériques des mêmes choses ;*

« *Considérant que, les différents organes de la Société des Nations ont besoin de statistiques de toutes sortes dans l'exécution de leur tâche et qu'il est extrêmement désirable que les différentes classes d'information d'ordre statistique reposent sur des bases scientifiques et bien coordonnées ;*

« La Commission est d'avis

« 1. Qu'il soit institué, par la Société des Nations une Commission internationale des statistiques qui aura pour mission de donner son avis au Conseil de la Société des Nations sur les statistiques de toute nature qui lui seraient nécessaires.

« 2. Que la Commission internationale de Statistique soit chargée :

a) de conseiller la Société sur toutes les questions statistiques d'ordre technique ;

b) d'aider la Société à utiliser le plus possible les travaux déjà exécutés par les organisations statistiques internationales et d'aider ces organisations par ses conseils, à délimiter leur sphère respective d'action ;

Elle s'adressera chaque fois que ce sera possible à ceux des instituts ou offices internationaux qui ont dans leur objet la production desdites statistiques et qui conserveront leur autonomie ;

c) de faire ou de transmettre des suggestions aux divers Gouvernements par l'entremise du Conseil de la Société des Nations quant à l'unification et à l'amélioration du matériel officiel statistique. »

### III

Passant au troisième paragraphe de l'ordre du jour, la Commission a examiné ensuite la question des rapports qui devraient exister entre les institutions internationales de statistique et la Société des Nations.

Naturellement, son attention devait se porter exclusivement sur les institutions indépendantes de la Société des Nations, puisque, pour les autres, les rapports sont déjà fixés.

Comme on l'a remarqué plus haut, les institutions indépendantes de la Société des Nations peuvent être divisées en deux catégories, suivant qu'elles s'occupent de classes particulières de statistiques ou bien qu'elles s'intéressent à toutes les statistiques.

Pour les premières, telles que l'Office international d'Hygiène publique, l'Institut international d'Agriculture, etc., une décision devra être prise, dans chaque espèce, pour déterminer à quelle institution tel renseignement utile à la Société des Nations devra être demandé.

Une telle décision doit d'ailleurs être prise d'accord avec les organismes intéressés. A cet effet, sur la proposition de M. Delatour, il a été résolu que la Commission internationale prévue plus haut serait composée en partie de représentants de ces organismes.

Quant à l'Institut international de Statistique, qui a pour mission, d'une part de coordonner les statistiques internationales de toute nature dans un Annuaire international et un Bulletin périodique, d'autre part de tendre par ses études, ses

Finally, the Commission recommends that the work should be allocated, in a practical manner, but without too great exclusiveness. The institution of an advisory council, as well as the definition of its duties, were then approved in the terms proposed by M. Delatour, and the following text was adopted :—

“ *Whereas* there already exists a certain number of independent international institutions which centralise and publish statistics, or which aim at unifying statistical methods and forms ;

“ *And whereas* it is desirable to avoid overlapping and possible discrepancies in the figures representing the same phenomena ;

“ *And whereas* the different organs of the League of Nations require to handle statistics of all kinds in the execution of this duty, and it is extremely desirable that these various classes of statistical information should be based upon sound and properly co-ordinated statistical principles ;

“ The International Statistical Commission is of opinion—

“ 1. That there should be instituted by the League of Nations an International Commission of Statistics, with the purpose of advising the Council of the League of Nations upon the statistics of all kinds that are necessary for the League.

“ 2. That the duties of this International Commission of Statistics should be —

(a) to advise the League on all technical statistical questions ;

(b) to assist the League to utilise to the utmost possible extent the work already carried out by international statistical organisations, and to assist those bodies by its advice to delimit their respective spheres ;

It would, in each case, whenever possible, apply to the international institutions or offices which are concerned with the production of these statistics, without, however, interfering with their autonomy

(c) to make or transmit suggestions to the various Governments through the Council of the League as to the standardisation and improvement of official statistical material. ”

### III

Passing to the third paragraph of the Agenda, the Commission then considered the question of the relationship which should exist between the International Statistical Institutions and the League of Nations.

Only institutions independent of the League of Nations were affected by this question, as the relationships had already been laid down between the League and the others.

As has been already pointed out, the institutions independent of the League of Nations can be divided into two categories, according to whether they deal with special classes, or with every class of statistics.

For institutions of the former category (such as the International Bureau of Public Hygiene, the International Institute of Agriculture, etc.), it must be decided, in each case, what part of the information required by the League shall be supplied by the institution in question.

These decision should, moreover, be arrived at in agreement with the institutions concerned. With this object, it was resolved in the proposal of M. *Delatour*, that the International Commission provided for above should be partly composed of representatives of these organisations.

First, as regards the International Statistical Institute. The duty of this organisation is, on the one hand, to co-ordinate international statistics of every kind in an international Annual and a periodical Bulletin, and, on the other hand,

rapports, ses discussions, à l'unification des méthodes et des cadres des statistiques, il peut offrir un double concours.

En premier lieu, il peut être consulté pour les statistiques internationales qui, actuellement, ne sont point coordonnées par une institution spéciale : l'Office permanent de l'Institut est à même de rendre ce service, au même titre que l'Office international d'Agriculture pour les statistiques agricoles ou l'Office international d'Hygiène pour les statistiques nosologiques. Comme pour ces autres institutions, la liaison de l'Institut international de statistique et de son Office permanent avec la Commission internationale à créer, sera assurée par une représentation suffisante de ces organismes au sein de la dite Commission.

Cependant, il se peut qu'indépendamment des travaux qu'elles exécutent normalement avec leurs ressources propres, ces institutions soient sollicitées d'étendre leurs recherches en vue de répondre aux besoins de la Société des Nations. Dans ce cas, il est juste que celle-ci couvre les dépenses qui seraient imposées aux Institutions par le travail dont elles seraient chargées.

La Commission, désirant que des considérations financières ne fassent point obstacle au concours des Institutions internationales existantes, a adopté la résolution suivante proposée par M. *Delatour* :

« Les dépenses des statistiques fournies à la demande de la Commission par les Instituts ou Offices internationaux seraient couvertes par la Société des Nations. »

Quant à la composition de la Commission internationale, il a paru que les principales institutions susceptibles de prêter un concours utile aux travaux statistiques de la Société des Nations devraient être représentées, ainsi qu'il a été expliqué plus haut. Pour celles des Institutions déjà représentées au sein de la présente Commission, il était naturel de leur donner une représentation égale à celle que le Conseil de la Société des Nations avait lui-même fixée, soit deux représentants pour l'Institut international de Statistique et un représentant pour chacune des autres Institutions. Toutefois, eu égard à l'importance particulière du concours qui pouvait être réclamé des trois institutions suivantes : Institut international de Statistique avec son Office permanent, Bureau International du Travail, Office international d'Agriculture, la Commission a décidé d'attribuer un représentant de plus à chacun de ces trois organismes.

Il a paru également que le Conseil de la Société des Nations devrait appeler à faire partie de la Commission internationale d'autres personnes qualifiées, choisies soit parmi les directeurs des bureaux de statistique des Etats, soit parmi les personnes qui font un grand usage des statistiques dans leurs travaux particuliers, et enfin que le Secrétaire Général de la Société devrait être représenté.

Finalement, sur la proposition de M. *Delatour*, il a été décidé que :

« La Commission internationale sera composée de 25 membres, savoir :

- 3 représentants de l'Institut international de Statistique et de son Office permanent ;
- 2 représentants de l'Institut international d'Agriculture ;
- 2 représentants du Bureau International du Travail ;
- 1 représentant du Bureau international des Statistiques commerciales ;
- 1 représentant de l'Institut international du Commerce ;
- 1 représentant de la Chambre internationale du Commerce ;
- 1 représentant du Comité permanent des Assurances sociales ;
- 1 représentant de l'Office international d'Hygiène ;
- 1 représentant de l'Union Postale Universelle ;
- 1 représentant du Bureau international de l'Union télégraphique ;
- Le Secrétaire Général ou son délégué.

« Les autres Membres désignés par le Conseil exécutif de la Société des Nations, notamment parmi les représentants des services qui font ou qui utilisent les statistiques. »

to assist by research, reports and discussions, in unifying the various methods of statistical research and tabulation. The assistance which it can render falls under two headings :

In the first case, it can be consulted on international statistics which are not, at present, co-ordinated by any special institution ; the Permanent Bureau of the Institute can render this service just as the International Bureau of Agriculture furnishes agricultural statistics, or the International Bureau of Hygiene furnishes nosological statistics ; and, as in the case of these institutions, the close touch required, between the International Statistical Institute or its Permanent Bureau and the International Commission which is to be created, will be assured by providing that these organisms shall be adequately represented on the Commission.

It is, however, quite possible that, in addition to the work which they normally undertake with their own resources these institutions may be invited to extend their activities in order to supply the requirements of the League of Nations ; in such a case the League should, in fairness, defray the expenditure which the institutions might incur for the work which they are asked to undertake.

In order that financial considerations should not prove an obstacle to the assistance which the existing international institutions might afford, the Commission adopted the following resolution proposed by M. *Delatour* :—

“ The cost of the statistics supplied, at the request of the Commission, by international institutes or bureaux, should be borne by the League of Nations. ”

As regards the composition of the International Commission, it was considered that the principal institutions capable of lending useful assistance to the statistical work of the League of Nations must be represented as has been explained above. The institutions already represented on the present Commission were naturally allowed the representation as had been decided on by the Council of the League of Nations itself, viz., two representatives for the International Institute of Statistics, and one representative for each of the other institutions. Having regard, however, to the special importance of the assistance which could be afforded by the three following institutions (the International Statistical Institute, with its permanent bureau ; the International Labour Office ; and the International Agriculture Bureau), the Commission decided to assign one more representative to each of these three organisms.

It has also considered that the Council of the League of Nations should be asked to appoint to the International Commission other duly qualified persons, selected either from among the Directors of the statistical bureaux of the various States, or from among persons who make considerable use of statistics in their own work ; and, finally, that the Secretary-General of the League should himself be represented on the Commission.

On the proposal of M. *Delatour* it was finally resolved that :—

“ The International Commission shall be composed of 25 members, as follows :—

- 3 Representatives of the International Statistical Institute and its permanent Bureau ;
- 2 Representatives of the International Agricultural Institute ;
- 2 Representatives of the International Labour Office ;
- 1 Representative of the International Commercial Statistical Office ;
- 1 Representative of the International Institute of Commerce ;
- 1 Representative of the International Chamber of Commerce ;
- 1 Representative of the Permanent Committee of Social Insurance ;
- 1 Representative of the International Bureau of Hygiene ;
- 1 Representative of the Universal Postal Union ;
- 1 Representative of the International Bureau of the Telegraphic Union ;
- The Secretary-General, or his Delegate.

“ Other Members nominated by the Executive Council of the League of Nations, (in particular from representatives of services which prepare or make use of statistics). ”

Mais la question de l'unification des méthodes et des cadres de la statistique internationale, dépasse celle de la simple participation des organismes internationaux à la centralisation des informations statistiques. Elle a été posée dans le rapport précité de M. *Destrées* ; tous les membres de la Commission ont reconnu son importance, cependant les avis ont différé quant aux moyens de la résoudre. Nous l'examinerons avec le soin particulier qu'elle mérite.

Quelques-uns des membres de la Commission ont pensé qu'il convenait d'instituer une Conférence des représentants de toutes les nations, qui mettrait en contact les statistiques internationales et les opinions des statisticiens du monde entier, qui exprimerait son avis sur les questions importantes. Bien que les avis exprimés sur ce point (voir Annexe II) n'aient point été expressément formulés, il semble que cette Conférence serait également chargée d'obtenir, des Gouvernements représentés, les améliorations jugées désirables des statistiques particulières à ces Gouvernements.

Sur ce dernier point, le sentiment de la Commission paraît avoir été qu'il convenait de séparer le point de vue politique ou administratif et le point de vue scientifique.

La question de l'unification des méthodes et des cadres comporte, en effet, deux aspects. D'une part on doit obtenir, dans les classifications, dans les méthodes d'enquête, dans les cadres des publications — sans qu'il en résulte ni une dépense nouvelle, ni aucun trouble administratif ou politique, — des améliorations faciles à réaliser et de nature à rendre les comparaisons internationales plus commodes ou plus exactes. Une assemblée composée de statisticiens officiels et de personnes qui mettent en œuvre les statistiques, réalisera très simplement les ententes nécessaires.

Quant aux progrès qui engageraient des questions d'ordre politique, d'ordre administratif ou d'ordre financier d'une certaine importance, il semble que le Conseil de la Société des Nations qui a besoin des renseignements, est plus qualifié pour réclamer des réformes qu'une assemblée de techniciens.

Si l'on peut craindre que, dans quelques pays, les procédés de certaines statistiques subissent l'influence de tendances nationales respectables mais susceptibles de se heurter à d'autres tendances, comme, par exemple, lorsque les modes de classification restreignent le nombre apparent de certaines maladies, ou le trafic apparent de certaines marchandises, ou ne font pas connaître les situations financières avec assez de clarté et d'uniformité, une assemblée de représentants politiques des nations est seule à même d'obtenir les changements nécessaires.

Quant à l'assemblée de techniciens qui doit faciliter les ententes de nature à améliorer les conditions techniques, scientifiques, des enquêtes, il importe que cette assemblée soit soustraite aux préoccupations étrangères au point de vue scientifique. Elle n'aurait point d'influence, son impartialité pourrait être suspectée, s'il était permis de supposer que ses décisions subissent l'influence de considérations qui n'ont rien à voir avec l'expression exacte et utile des faits.

Pour la plupart, les membres de la Commission ont donc pensé que les recommandations relatives aux méthodes, aux classifications, aux modes de publication, devaient être demandées à une assemblée entièrement libre de toute attache politique.

Comme on l'a dit plus haut, quelques-uns des membres auraient voulu que cette assemblée fût constituée de toutes pièces par des représentants des Gouvernements, aidés au besoin de conseillers techniques. Les travaux de l'Institut international de statistique, a-t-on dit, prouvent que des résultats importants peuvent être obtenus à la suite de larges discussions. Mais c'est précisément parce que l'Institut international de Statistique n'a point d'attache officielle, parce que ses membres se recrutent par élection, et sans aucune pression des Gouvernements, que ses avis sont universellement acceptés. Un membre de Commission a fait remarquer qu'un organisme international aussi important que l'Institut international d'Agriculture n'a pas hésité à réclamer l'avis de l'Institut international de Statistique, parce qu'il savait que cet avis ne serait fondé que sur des opinions d'ordre scientifique. Il en aurait sans doute été autrement s'il s'était agi de consulter des représentants de Gouvernements, puisque l'Institut international d'Agriculture est lui-même composé de représentants de Gouvernements. Immédiatement des questions d'ordre politique auraient pu se poser. Mais, si l'Institut international de Statistique a rendu ces

The achievement of uniformity in the methods of collecting and tabulating international statistics is, however, a far larger question than that of the mere participation of international organisms in the work of centralising statistical information. This point was raised in the report of M. *Destrees* to which reference has already been made; all the members of the Commission recognised its importance, but opinions differed as to the means to be taken for its solution. We will consider it with the special care which it deserves.

Certain members of the Commission considered that a conference of the representatives of all the nations should be instituted, to codify international statistics, and record the opinions of statisticians of all nations, who would give their views upon important questions. Although no definite opinions were expressed on this point (see Annex II), it appears that it would also be the duty of this conference to obtain from the Governments represented such improvements as might seem desirable in statistics specially concerning those Governments.

As regards this latter point, the feeling of the Commission appears to have been that the political or administrative considerations must be separated from scientific considerations.

The question of unifying methods of collecting and tabulating statistics has, in fact, two distinct aspects: Improvements must be obtained in the system of classification—in methods of research and the form in which the results are presented—without involving new expenditure or administrative or political difficulties. Such improvements would be easily carried out, and would tend to make international comparisons easier and more exact. It would always be possible to reach an agreement on such points at a meeting composed of official statisticians and persons who have to apply statistics.

As regards improvements which would raise important questions of a political, administrative, or financial nature, it would seem that the Council of the League of Nations, which needs the information, is in a better position to ask for such reforms than a mere assembly of technicians.

Although it is feared that in some countries the procedure followed in regard to certain statistics may be influenced by national tendencies, which though comprehensible, may conflict with other tendencies—as, for example, when particular methods of classification reduce the apparent number of certain diseases, or the apparent trade in certain commodities, or fail to show the financial situation with the necessary clearness and uniformity—in such cases it is only an assembly of the political representatives of the nations which can obtain the required alterations.

The meetings of technical experts, which, as indicated above, are to facilitate agreement on improvements in the technical and scientific aspects of research work, must be free from all pre-occupations which are not strictly scientific. Such meetings would have no influence, and their impartiality might be suspected if it were supposed that their decisions were influenced by any other consideration than that of getting facts presented in a precise and practical form.

The majority of the Commission considered, therefore, that recommendations concerning methods of work, classification and form of publication, should be put forward by meetings entirely without political complexions.

As we have already remarked, certain of the members desired that this meeting should be constituted exclusively of representatives of Governments, assisted, if necessary, by technical advisers. It was suggested that the work of the International Statistical Institute proves that important results can be obtained by discussions covering a wide field. But it is precisely because the International Statistical Institute has no official connections, and because its members are recruited by election without any pressure from the Governments, that its views are so universally accepted. One member of the Commission pointed out that so important an international organism as the International Institute of Agriculture had not hesitated to ask the opinion of the International Statistical Institute, because it knew that this opinion would be given from an exclusively scientific standpoint. The case would have been very different if it had been necessary to consult men who represented their Governments, because the International Institute of Agriculture is itself composed of Government representatives, so that questions of a political nature might immediately have arisen. Now, if the International Statistical Institute has rendered these services, and presents such remarkable features,

services et offre des caractères aussi remarquables, pourquoi cet Institut lui-même ne serait-il pas appelé à donner son avis, pourquoi ne constituerait-il pas l'assemblée compétente dont tous les membres de la Commission reconnaissent l'utilité ?

Dès que les travaux de statistique ont pris quelque extension dans les différents pays, l'un de ceux qui ont des premiers abordés ces travaux dans un esprit scientifique, l'illustre Quételet, a provoqué la réunion de congrès internationaux formés de représentants des différents pays, pour mettre dans ces travaux plus de méthode et plus d'unité. Après plusieurs congrès de ce genre, on a reconnu que les membres n'avaient pas toujours la compétence nécessaire et l'on a substitué à ces congrès, ouverts à tout venant, les réunions biennales d'une Association internationale limitée dont les membres se recrutent par élection. Cette Association a été créée en 1885, à Londres, sous le titre : *Institut international de Statistique*. Aux termes de ses statuts, l'Institut a pour objet de favoriser les progrès de la statistique :

1. En recherchant et en recommandant les méthodes propres à obtenir, autant que possible, l'uniformité dans les cadres et dans le dépouillement des relevés de la statistique, afin de rendre comparables les résultats obtenus dans les différents pays ;
2. En appelant, par des vœux, l'attention des Gouvernements sur les questions à résoudre par l'observation statistique ;
3. En faisant des publications internationales destinées à élucider les questions de statistique et à établir des rapports permanents entre les statisticiens de tous les pays ;
4. En concourant, s'il y a lieu, par d'autres publications, par l'enseignement et par divers moyens, à propager les notions de statistique et à intéresser les hommes d'Etat et les savants à l'exploration des faits sociaux.

L'Institut choisit les membres parmi les hommes des diverses nations qui se sont distingués dans le domaine de la statistique, soit pour la préparation des statistiques, soit pour leur utilisation. Le nombre de ses membres titulaires ne peut dépasser 200 et il ne peut être attribué à un même Etat ou à une même Confédération d'Etats, un nombre de membres dépassant le cinquième du nombre total des membres élus. Des membres honoraires peuvent être désignés jusqu'à concurrence du dixième du nombre statutaire des membres titulaires. L'Institut international tient session, en règle générale, tous les deux ans. Mais il a institué en 1913 un Office permanent placé sous l'autorité de son Bureau. Cet Office, recevant des subventions des Gouvernements, est en mesure d'effectuer les publications que l'Institut international de Statistique s'est proposé de mettre au jour, en dehors du compte rendu de ses sessions.

On voit que l'Institut international de Statistique a entrepris de réaliser, pour le bien de la science et des administrations de tous pays, une œuvre analogue à celle que divers membres de la Commission proposaient de réclamer d'une institution nouvelle dont les membres seraient nommés par les Gouvernements. Composé de personnes élues dont la fonction est, soit d'établir les statistiques, soit de les utiliser, il constitue une association privée indépendante des influences politiques, économiques ou des intérêts de classe ; il offre les garanties de compétence, d'indépendance et d'impartialité qui sont indispensables lorsqu'il s'agit, soit d'utiliser des statistiques, de les mettre en œuvre ou d'en apprécier la valeur.

D'ailleurs, il n'est pas question de lui attribuer un pouvoir quelconque de coercition qui serait incompatible avec le caractère scientifique de sa mission. La statistique évolue comme toutes les autres branches de connaissance. Elle subit aussi les contingences, et ses progrès dépendent des moyens dont elle dispose.

Il est bon qu'un organisme indépendant de toute action gouvernementale dise, pour l'heure présente, quelle est la saine méthode, quelles sont les meilleures classifications, quels cadres doivent être préférés, pour la mise en commun des statistiques dressées dans les divers Etats, quels sont les progrès désirables. Il a paru à la Commission que cette mission purement consultative serait remplie avec plus de véritable autorité par une Assemblée de caractère privé que si elle était confiée à une réunion de personnages officiels trop directement engagés dans l'exécution des travaux qu'ils contrôlèrent et dont les intérêts de service ou autres pèseraient d'un trop grand poids.



why should this Institute not be called upon to advise? Why should it not form a competent assembly, the utility of which would be recognised by all the members of the Commission?

When statistical work was beginning to enlarge its scope in various countries, the illustrious Quételet, one of the first men who approached this work in a scientific spirit, succeeded in arranging an international congress of representatives of different countries in order to introduce more method and more uniformity into this kind of work. After several similar congresses had been held, it was realised that the members did not always possess the necessary competence, and these Congresses, which had been open to all comers, were therefore replaced by biennial meetings of a limited international Association, whose members were recruited by election. This Association was formed in London in 1885, under the title of the *International Statistical Institute*. According to its constitution, the purpose of this Institute was to assist the progress of statistics:—

1. By discovering and recommending the use of methods calculated to obtain the greatest possible uniformity in the tables and analyses of statistical matter, in order to make possible a comparison of the results obtained in the different countries;
2. By means of resolutions, calling the attention of Governments to the questions which might be solved by the use of statistics;
3. By the issue of international publications intended to elucidate statistical problems, and to keep statisticians of all countries permanently in touch with each other;
4. By assisting wherever possible, through other publications, by educational methods, and by various other means, to popularise the study of statistics, and to interest statesmen and scientists in the examination of social phenomena.

The Institute selects its members from statisticians of various nations, distinguished either in the preparation of statistics or in their utilisation. The number of its titular members must not exceed 200, and no one State, or Confederation of States, may have assigned to it a number of members exceeding one-fifth of the total number elected. Honorary members may be appointed up to the total of one-tenth of the statutory number of titular members. The International Institute meets, as a general rule, every two years. In 1913, however, a Permanent Bureau was instituted and placed under the authority of its headquarters. This Bureau, which receives subsidies from Governments, is able to issue such publications as the International Statistical Institute desires to have published in addition to the minutes of its meetings.

It will be seen that the International Statistical Institute has been endeavouring to carry out, for the benefit of scientists and administrations of all countries, a task similar to that which certain members of the Commission propose should now be undertaken by a new institution, the members of which would be nominated by their Governments. Composed, as it is, of elected persons, whose duty it is to compile statistics or to utilise them, the International Statistical Institute is a private association, independent of political and economic influences or of class interests; it offers the guarantees of competence, independence and impartiality, which are indispensable when it is a matter of utilising statistics, putting them into effect, or estimating their value.

Moreover, it is not suggested that this Institute should be invested with any autocratic powers, for that would be incompatible with the scientific nature of its mission. Statistics, like all other branches of knowledge, pass through a process of evolution subject to contingencies, and its progress depends on the means at its disposal.

It is desirable that an organisation which is independent of all Government action should declare what, at the present time, are the best methods and the best systems of classification, and what system is to be preferred for tabulating the statistics of different States, and what kind of progress is to be aimed at. It seemed to the Commission that this purely advisory function could be undertaken with more real authority by an assembly of a private character than if it were confided to a meeting of official personages, who might be too directly engaged in the execution of the work which they were to be asked to control, and who might be unduly influenced by professional or other interests.

Le troisième considérant adopté à l'unanimité, prescrit de réunir les informations sur des principes scientifiques bien coordonnés. Or, le principal caractère de l'esprit scientifique c'est l'appel confiant et permanent à la critique. Aucun organe statistique ne peut s'offenser de cette critique.

Rien ne s'oppose d'autre part, dans la constitution de la Société des Nations, à ce que des avis soient demandés à une institution privée. L'article 24 du Pacte, rappelé par M. *Destrées* dans son rapport, ne place sous la direction de la Société des Nations que les Institutions qui lui sont rattachées. Tel sera le cas pour la Commission internationale dont l'institution est proposée. Cependant précisément parce que cette Commission entrera dans le cadre des organisations dirigées par la Société des Nations, il est avantageux, pour le bien général, que les perfectionnements à apporter à ses travaux soient examinés et soient l'objet de recommandations désintéressées par une institution indépendante de la Société des Nations, mais en même temps d'une autorité scientifique indiscutable.

D'ailleurs l'examen ne devrait entraîner aucun retard dans l'exécution des travaux. Ceux-ci seraient simplement communiqués à l'Institut international des statistiques, en même temps qu'ils seraient utilisés. L'Institut aurait tout le temps qui lui conviendrait pour suggérer des améliorations, mais la Commission internationale aurait fait diligence pour que l'examen pût commencer sans retard.

Pour ces raisons, la Commission a adopté la résolution suivante, proposée par M. *Delatour* et appuyée par M. *de Elola* :

« Les statistiques produites seraient remises à la Commission internationale des Statistiques en deux exemplaires dont l'un serait destiné à être transmis à l'Institut international de Statistique en vue des suggestions que cet Institut aurait à formuler, au point de vue scientifique et au point de vue de l'unification des méthodes. »

#### IV

La Commission n'a pas cru devoir entamer une longue discussion sur le quatrième point de son ordre du jour, ni examiner en détail les possibilités de développement des statistiques internationales et les moyens dont disposerait la Société des Nations pour aider ce développement.

Comme toute science, la statistique a devant elle un champ d'investigation illimité. Sur les questions qui intéressent la vie politique, économique ou sociale des nations, les données numériques dont on dispose sont loin de suffire pour les problèmes qui se posent aujourd'hui, et encore moins pour ceux qu'ajoutera chaque jour nouveau. C'est ainsi, par exemple, que la Conférence financière de Bruxelles a réclamé la tenue à jour des statistiques financières.

Que de sécurité dans l'état économique des peuples, dans leurs relations permanentes, si l'on connaissait à tout moment avec sûreté et avec quelque précision, d'une part l'état des ressources en produits consommables (quantités produites et stocks), pour les principaux articles en rapport avec les besoins de la consommation, d'autre part la puissance des moyens de production et des éléments de progrès dans chacun d'eux ! Mais ce ne sont point des données qu'il soit possible de grouper incontinent par la vertu magique d'une enquête accidentelle. Il faut une observation patiente et de longue durée pour que la documentation statistique, transmise par de nombreux canaux, de tous les points du globe, aux organismes internationaux intermédiaires, se résume en une matière clarifiée et de bon aloi. Un personnel exercé, dégagé de toute préoccupation autre que le souci de l'observation et la mise en œuvre scientifique des faits, travaillant avec méthode, et aiguillonné par les avis d'une organisation compétente telle que l'Institut international de Statistique, sera l'instrument de progrès que la Commission internationale en projet mettra au service de la Société des Nations.

La Commission n'a pas cru devoir entrer dans les détails de l'organisation qu'elle propose d'instituer. Puisque son vœu était de laisser à une nouvelle organisation internationale le soin d'exécuter les travaux nécessaires à la Société des Nations, elle n'avait point à enfermer cette organisation dans des cadres fixés d'avance. Elle a pris connaissance d'une liste de statistiques susceptibles de répondre aux besoins de la Société des Nations ; examiner cette liste avec profit

The third preliminary motion, which was unanimously adopted, prescribed the necessity for co-ordinated information on well-established scientific principles. The principal characteristic of the scientific spirit is its confident and permanent appeal to criticism. No statistical organism can take exception to this criticism.

There is nothing, on the other hand, in the constitution of the League of Nations to prevent opinions being solicited from a private institution. Article 24 of the Covenant, referred to by M. *Destrées* in his report, only places under the direction of the League of Nations institutions connected with the League. This will apply to the International Commission which it is proposed to institute ; but it is precisely because this Commission is included among the organisations controlled by the League of Nations that it is desirable that any measures designed to increase its efficiency should be considered, and should form the object of disinterested recommendations by an institution independent of the League of Nations, but, at the same time, possessing indisputable scientific authority.

This need not, however, involve any delay in the work of the Commission. The results of this work would be passed to the International Statistical Institute at the time that they were taken into use. The Institute could take its own time in suggesting improvements for them ; on the other hand, the International Commission would spare no effort to ensure that the Statistical Institute could begin its examination without delay.

For these reasons, the Commission adopted the following Resolution, proposed by M. *Delatour* and supported by M. *de Elola* :—

“ The statistics produced shall be passed to the International Statistical Commission in duplicate ; one copy of the statistics shall be transmitted to the International Statistical Institute, to obtain any suggestions which that Institute may desire to submit from the point of view of scientific method or uniformity of system. ”

#### IV

The Commission did not think it necessary to enter upon a long discussion on the fourth point of its Agenda, or to examine in detail the possibilities of a development of international statistics or the means which the League of Nations may have at its disposal for helping this development.

Like all other branches of science, statistics has before it a boundless field open to investigation. On questions concerning the political, economic or social life of nations, the numerical data at our disposal do not nearly suffice for the problems that are before us to-day, and still less for those which each day may bring. Hence the Brussels Financial Conference demanded that financial statistics should be kept up to date.

What security there would be in the economic life of nations in their permanent relations, if at any moment one could ascertain with certainty and precision, on the one hand, the position with regard to food resources (quantities on hand and reserve stocks) of the principal articles in proportion with the needs of consumption ; on the other hand, the productive power and the elements of progress in each of them ! But these are not statistics that may be grouped through any chance inquiry. What is wanted is patient and permanent observation, so that the statistical documentation, transmitted through numerous channels from all quarters of the globe to international auxiliary organisations, may be summed up in clear and intelligible form. A staff, which is experienced, and free of all preoccupation other than the observation and application of scientific facts, which works methodically, and is directed by the advice of a competent organization such as the International Institute of Statistics, will be the instrument of progress which the proposed International Commission will place at the service of the League of Nations.

The Commission did not think it necessary to enter into the details of the organisation which it proposes to establish ; as its desire was to leave to a new international organisation the task of carrying out the work necessary to the League of Nations, there was no need to restrict that organisation within limits fixed in advance. It has taken note of a list of statistics likely to apply to the needs of the League of Nations ; to have examined that list with real profit would have required

lui eût demandé un temps considérable, et elle ne l'eût pu faire que d'après des vues théoriques. Au contraire, l'organisation qu'elle réclame pourra procéder à cet examen avec le temps, et suivant les exigences successives qu'elle aura à satisfaire. Elle verra mieux, d'après les espèces et les possibilités, ce qui peut être demandé à chaque institution internationale que la Commission actuelle ne l'aurait vu, en procédant *a priori*.

Cependant elle a nettement formulé son avis sur trois points :

D'abord elle a voulu que, loin de porter atteinte à la vitalité et l'autonomie des institutions internationales existantes, on mit au contraire à profit, et l'on encourageât le travail de ces institutions tout en consacrant leur indépendance.

En second lieu, en repoussant une partie du projet présenté par M. *Layton*, elle a entendu signaler le danger que l'organisation nouvelle fût incorporée dans les services administratifs du Secrétariat Général. Elle souhaite que cette organisation demeure à l'abri de toutes les influences de l'ordre politique ou de l'ordre administratif qui pourraient laisser suspecter, au moins dans l'apparence, la sincérité et l'impartialité des renseignements communiqués au Conseil de la Société des Nations. Le Conseil fera de ces renseignements tel usage que bon lui semblera, mais aucun intermédiaire ne devrait exister entre le Conseil et l'organisation.

D'ailleurs la Commission n'a point voulu non plus proposer au Conseil des mesures financières appropriées au fonctionnement de l'organisation.

L'indépendance qu'elle réclame pour la Commission internationale n'est nullement incompatible avec une limitation rigoureuse des dépenses, et un contrôle permanent de ces dépenses, ni avec telles dispositions qui permettraient de couvrir une partie au moins des frais par des ressources propres à l'organisation projetée.

La Commission n'était point saisie par son ordre du jour de questions de cet ordre ; elle devait surtout se prononcer sur l'organisation technique des travaux.

La Commission a cependant voulu laisser une indication sur le mode de réalisation des travaux de la Commission internationale. Il lui a semblé que, pratiquement, cette Commission ne siégerait point en permanence. Un Comité permanent pouvait donc être nécessaire. Elle a cru qu'il était bon d'inscrire expressément dans ses résolutions la faculté de constituer ce Comité permanent, tout en limitant le nombre de ses membres, dans les conditions que fixera la Commission internationale.

Elle n'a pas cru devoir lier davantage cette dernière Commission et, sur la proposition de M. *March*, amendée par M. *Jacquart*, elle a adopté la résolution suivante :

« La Commission se réunit toutes les fois qu'elle le juge utile, ou sur convocation du Conseil de la Société des Nations, et au moins une fois par an.

« Dans l'intervalle de ses sessions, elle peut déléguer ses pouvoirs à un Comité permanent composé de cinq de ses membres au moins et de sept au plus.

« La délégation aurait lieu dans les conditions qu'aura fixées la Commission. »

## CONCLUSION.

On trouvera dans l'Annexe I le texte complet des résolutions votées par la Commission avec le nombre des voix obtenues par chacune des résolutions ainsi que par l'ensemble. A la suite se trouve le rapport établi par les trois membres de la minorité.

a considerable amount of time, and could only have been done from a theoretical standpoint. On the contrary, the organisation which it requires will in time be able to proceed with this examination, according to the successive demands that it will have to meet. It will be able to judge better, from the nature and capacities of each international institution, what may be expected from it, than would be possible for the present Commission proceeding *a priori*.

The Commission has, however, clearly stated its opinion on three points :—

In the first place, far from wishing to injure the vitality and autonomy of existing international institutions, it desired to profit by their work and to encourage them, while at the same time recognising their independence.

In the second place, by rejecting a part of the scheme suggested by Mr. *Layton*, it wished to draw attention to the danger of the new organisation being incorporated in the administrative branches of the Secretariat General. It wished this new organisation to be free from all influences of a political or administrative nature that might throw suspicion, even in appearance, on the sincerity and impartiality of the information which it will communicate to the Council of the League of Nations. The Council can make whatever use of this information it may think fit ; but no intermediary should exist between the Council and the organisation.

Moreover, it was not the desire of the Commission to propose to the Council financial measures pertaining to the working of the organisation.

The independence which it claims for the International Commission is in no way incompatible with a strict limitation and a permanent control of expenditure, or with arrangements which would allow of a part, at least, of the expenditure being covered by resources at the disposal of the proposed organisation.

Questions of this nature were not on the Agenda of the Commission ; its chief concern was to give an opinion upon the technical organisation of the work.

The Commission, however, wished to record its views with regard to the method to be adopted for putting into effect the work done by the International Commission. The Commission felt that the International Commission would not, in practice, sit permanently. A permanent committee might therefore be necessary. The Committee thought it advisable to include, among its resolutions, one to the effect that the power to establish a permanent committee, and to fix the number of members composing it, should be included among the questions to be determined by the International Commission.

The Commission did not feel that it should tie the hands of the International Commission any further, and at M. *March's* proposal, amended by M. *Jacquart*, adopted the following resolution :

“ The Commission shall assemble whenever it thinks fit, or when convened by the Council of the League of Nations ; there shall be at least one meeting every year.

“ It may, during the intervals between sessions, delegate its powers to a permanent committee, comprised of not less than five, and not more than seven, of its members.

“ The powers to be delegated to this committee shall be determined by the Commission. ”

## CONCLUSION.

The complete text of the Resolutions adopted by the Commission are contained in Annex I together with the number of votes recorded in favour of each resolution and of the whole group of resolutions. Following upon this is the report drawn up by the three members comprising the minority.

Si le Conseil de la Société des Nations veut bien créer, dans le cadre tracé par la Commission, une organisation qui utilisera autant que possible ce qui existe, qui pourra se développer au fur et à mesure des besoins et suivant les changements survenus dans les institutions internationales, cette organisation fournira immédiatement les données numériques dont on dispose sur les points qui intéressent la Société des Nations, en indiquant le degré de confiance que méritent ces données, en les accompagnant des explications et des commentaires qui en déterminent la valeur. Elle préparera les mesures capables d'accroître la valeur des chiffres communiqués et d'aider à poursuivre les recherches qui seraient nécessaires pour qu'elle puisse répondre aux nouveaux besoins.

L'organisation vaudra naturellement en grande partie ce que vaudront ceux qui en auront la charge et la responsabilité. La Commission a pensé qu'il convenait de leur laisser la liberté de régler le mode de leur action dans les limites que fixera le Conseil de la Société des Nations.

Après le bouleversement qui a mis tant de peuples aux prises, mais qui en a rapproché aussi, et qui a créé des liens nouveaux, le désir que l'on ressent de toute part de voir ces liens se fortifier, conduit à multiplier et à rendre plus intimes les relations internationales et sociales, à les sceller de cette confiance mutuelle qui exige une connaissance suffisamment étendue des circonstances de la vie politique, de la vie économique et de la vie sociale dans le monde nouveau.

Coordonner les informations en évitant les doubles emplois et en divisant le travail conformément aux compétences ; passer ces informations au crible d'une critique judicieuse ; mettre au point les écarts et les rapports constatés, telle est l'œuvre scientifique qui aidera les nations à se mieux connaître et à apprécier leur valeur respective dans l'effort commun vers la prospérité générale et la justice.

En apportant plus de précision et plus de lumières dans l'étude des problèmes internationaux dont dépend la vie et la paix des nations ; en permettant de fonder sur des bases plus sûres les jugements que portent sur ces problèmes les représentants des Gouvernements et l'opinion publique, l'organisation permanente que la Commission propose de créer, collaborera modestement, mais efficacement, à l'œuvre de connaissance mutuelle et d'éducation publique qui scellera le rapprochement des peuples.

La Commission a eu l'honneur d'être appelée à préparer cette organisation ; elle a travaillé sincèrement à l'armer pour la rendre pratique et féconde ; à lui donner assez de souplesse pour qu'elle puisse modifier, suivant les circonstances, ses méthodes de travail ; à la rendre réalisable et effective sans délai, afin de lui permettre de répondre, le plus tôt possible, aux besoins urgents de l'heure présente. Elle soumet en toute confiance au Conseil de la Société des Nations les textes qui résultent de ses délibérations.

(Signé) LUCIEN MARCH.

If the intention of the Council of the League of Nations is to create, on the lines suggested by the Commission, an organisation which will make the utmost use of material already in existence, and which will develop step by step according to the needs and changes arising in international institutions, such an organisation would supply at once the numerical data available concerning matters of interest to the League of Nations, would specify the reliability to be placed on such data, and would accompany them with explanatory statements which would indicate their value. It will work out schemes for increasing the value of the figures given, and for helping in the prosecution of the research work necessary to enable it to satisfy fresh needs.

The value of the organisation will naturally correspond in great measure to the efficiency of the persons responsible for it. The Commission has considered it advisable to leave them freedom of action, within the limits which the Council of the League of Nations shall decide.

The catastrophe which has caused discord between so many countries has brought others nearer together, and has created new bonds of intimacy. The desire, so universally felt, to see those bonds strengthened makes for an increase, both in number and intimacy of international and social relations, and gives them that stamp of mutual confidence which demands for its satisfaction a wide knowledge of the conditions of political, economic and social life in this new world of ours.

The co-ordination of information, avoiding duplication of work, the distribution of work into proper spheres, the passing of information through the sieve of judicious criticism, the bringing out of divergencies or coincidences in the evidence received — such is the scientific labour which will help nations to know each other better and to appreciate each other's worth, in their common endeavour towards general prosperity and justice.

It is by bringing greater exactitude and enlightenment to bear on those international problems, upon which depend the life and peace of nations ; it is by enabling the decisions delivered on these problems by the representatives of Governments and public opinion to be based on more reliable data, that the permanent organisation which the Commission proposes to create will be able to co-operate modestly, but efficaciously, in the work of promoting mutual understanding and the education of public opinion, a work which will set seal on the *rapprochement* of nations.

The Commission has had the honour to be called upon to prepare this organisation ; it has honestly endeavoured to design it so that it shall be both practical and fruitful ; to make it sufficiently pliable to be able to modify its methods of work according to circumstances ; and to make it practical and effectual from the very outset, so that it may begin at once to satisfy the urgent needs of the times. It submits the documents resulting from these deliberations in all confidence to the Council of the League of Nations.

(Signed) LUCIEN MARCH.

---

**COMMISSION DE STATISTIQUE INTERNATIONALE**

nommée par le

**Conseil de la Société des Nations**

(Année 1920.)

---

**DOCUMENTS**

**annexés au Rapport de la Commission**

---

**INTERNATIONAL STATISTICAL COMMISSION**

appointed by the

**Council of the League of Nations**

(1920.)

---

**DOCUMENTS**

**annexed to the Report of the Commission**

---



# DOCUMENTS ANNEXÉS

---

I

## RAPPORTS ADOPTÉS PAR LA MAJORITÉ ET LA MINORITÉ

II

## OBSERVATIONS PERSONNELLES DE MEMBRES DE LA COMMISSION

III

## NOTES RELATIVES A DIVERSES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

- a)* Institut international de Statistique ;
- b)* Bureau International du Travail ;
- c)* Institut international d'Agriculture ;
- d)* Bureau international de Statistique commerciale de Bruxelles ;
- e)* Institut international du Commerce créé par la Conférence parlementaire internationale (1919) ;
- f)* Chambre de Commerce internationale ;
- g)* Office international d'Hygiène publique ;
- h)* Union Postale Universelle ;
- i)* Bureau international de l'Union télégraphique ;
- j)* Comité permanent des Assurances sociales.

IV

## SUGGESTIONS APPROUVÉES PAR LA CONFÉRENCE RÉUNIE A LONDRES LE 14 AOUT 1919

et avis de la Conférence impériale de Statistique  
de l'Empire britannique (1920)

---

# DOCUMENTS ANNEXED

---

## I

### MAJORITY AND MINORITY REPORTS

## II

### PERSONAL NOTES OF MEMBERS OF THE COMMISSION

## III

### NOTES RELATING TO VARIOUS INTERNATIONAL INSTITUTIONS

- (a)* International Statistical Institute ;
- (b)* International Labour Office ;
- (c)* International Institute of Agriculture ;
- (d)* International Bureau of Commercial Statistics at Brussels ;
- (e)* International Institute of Commerce established by the International Parliamentary Conference (1919) ;
- (f)* International Chamber of Commerce ;
- (g)* International Bureau of Public Health ;
- (h)* Universal Postal Union ;
- (i)* International Bureau of the Telegraphic Union ;
- (j)* Permanent Committee on Social Insurance.

## IV

### SUGGESTIONS APPROVED BY THE CONFERENCE ASSEMBLED AT LONDON ON THE 14th AUGUST, 1919,

and the opinion  
of the Imperial Statistical Conference of the British Empire 1920

---

**Rapports adoptés par la Majorité et les Minorités  
de la Commission de Statistique**

**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA MAJORITÉ**

PARIS, le 16 octobre 1920.

Monsieur le Secrétaire Général,

La Commission chargée de donner son avis sur l'organisation des statistiques internationales vient de terminer ses travaux, qu'elle a poussés avec beaucoup d'activité pour répondre au désir exprimé par M. Layton d'obtenir cet avis assez à temps pour qu'il pût être soumis au Conseil exécutif dans sa session de Bruxelles qui s'ouvrira mercredi.

J'ai l'honneur d'adresser aujourd'hui même à M. Léon Bourgeois, Président du Conseil exécutif de la Société des Nations, le texte des résolutions votées par la Commission, et je m'empresse de vous envoyer, ci-joint, une copie de cette lettre, en y joignant tous nos remerciements pour le précieux concours que le Secrétariat administratif constitué par vos soins a apporté à la Commission.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de ma haute considération.

*Le Président :*

(Signé) L. BODIO.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

PARIS, le 16 octobre 1920.

*Monsieur le Président du Conseil exécutif de la Société des Nations.*

Monsieur le Président,

Sur le rapport de M. Destrée, le Conseil de la Société des Nations, réuni à Rome le 19 mai 1920, a décidé la constitution d'une Commission chargée de lui donner son avis sur une organisation des statistiques internationales.

Cette Commission s'est réunie le 11 octobre à Paris, et elle a tenu huit séances.

I

**Majority and Minority Reports of the Statistical  
Commission**

---

**RESOLUTIONS PASSED BY THE MAJORITY**

---

PARIS, 16th October, 1920.

Sir,

The Commission instructed to give its opinion on the organisation of international statistics has just completed its labours, which have been carried out with great rapidity in compliance with Mr. Layton's wish that this opinion should be ready in time to be submitted to the Executive Council at its meeting in Brussels, which is to begin on Wednesday.

I have had the honour to forward to-day to M. Léon Bourgeois, President of the Executive Council of the League of Nations, the text of the resolutions voted by the Commission, and I beg to forward you herewith a copy of this letter, and to add our thanks for the valuable assistance that the Administrative Secretariat supplied by you has rendered to the Commission.

I have the honour to be, Sir,

Your obedient servant,

(Signed) L. BODIO,  
*The President.*

THE SECRETARY-GENERAL  
OF THE LEAGUE OF NATIONS.

---

PARIS, 16th October, 1920.

*The President of the Executive Council of the League of Nations.*

Sir,

On the report of M. Destrée, the Council of the League of Nations, at its meeting in Rome on May 19th, 1920, decided to set up a Commission to give its opinion on an organisation of international statistics.

This Commission met in Paris on October 11th and held eight sittings.

Pleinement consciente de la gravité du problème que le Conseil exécutif de la Société des Nations lui a posé, puisque la base solide de toutes discussions sur les questions d'ordre politique, financier, économique et social qui pourront se poser devant la Société des Nations réside dans des statistiques sûres, elle a longuement délibéré pour arriver au meilleur moyen d'obtenir des statistiques sincères et scientifiquement établies. A la majorité de neuf voix contre trois, elle a estimé que les garanties nécessaires devaient se trouver dans l'institution d'une Commission internationale qui donnerait en toute indépendance son avis au Conseil de la Société des Nations sur les statistiques de toute nature qui lui seraient nécessaires et qui s'adresserait aux organisations internationales de statistiques existantes et en en respectant l'autonomie.

Elle a en outre estimé, par huit voix contre quatre, qu'il serait d'un grand intérêt d'utiliser la compétence indiscutée de l'Institut international de Statistique en le mettant à même d'adresser des suggestions, le cas échéant, pour l'amélioration ultérieure des statistiques au point de vue scientifique.

Nous avons donc l'honneur de vous donner ci-après le texte des résolutions adoptées.

---

## RÉSOLUTIONS \*

### *Considérants adoptés à l'unanimité.*

Considérant qu'il existe actuellement un certain nombre d'institutions internationales indépendantes qui centralisent et publient des statistiques ou qui ont pour objet d'unifier les méthodes et les cadres de la statistique ;

Considérant qu'il importe d'éviter les doubles emplois et les divergences possibles dans les notations numériques des mêmes choses ;

Considérant que les différents organes de la Société des Nations ont besoin de statistiques de toutes sortes dans l'exécution de leur tâche et qu'il est extrêmement désirable que les différentes classes d'information d'ordre statistique reposent sur des bases scientifiques et bien coordonnées ;

La Commission est d'avis

*Article adopté par 9 voix contre 3.*

Article 1<sup>er</sup>. — Qu'il soit institué, par la Société des Nations, une Commission internationale de Statistique qui aura pour mission de donner son avis au Conseil de la Société des Nations sur les statistiques de toute nature qui lui seraient nécessaires.

Article 2. — Que la Commission internationale de Statistique soit chargée :

*§ adopté à l'unanimité.*

a) De conseiller la Société sur toutes les questions statistiques d'ordre technique ;

---

\* Vote sur l'ensemble : 9 voix pour ; 3 voix contre.

Fully aware of the gravity of the problem which the Executive Council of the League of Nations had submitted to it, since the solid basis of all discussions of a political, financial, economic and social nature which may be brought before the League of Nations depends on reliable statistics, the Commission held long discussions in order to arrive at the best means of obtaining accurate and scientifically prepared statistics. By a majority of nine votes to three, it took the view that the necessary guarantees would be found in the establishment of an International Commission, which would, quite independently, advise the Council of the League of Nations with regard to statistics of any nature which it might be in need of, and which would also establish relations with the existing international statistical organisations, with due regard for their autonomy.

Moreover, the Commission decided, by eight votes to four, that it would be of the greatest interest to make use of the unquestioned competence of the International Statistical Institute by putting it in a position to make suggestions, when needed, for the ultimate improvement of statistics from the scientific point of view.

We have, therefore, the honour to supply you hereunder with the text of the resolutions adopted.

---

## RÉSOLUTIONS \*

*Provisos adopted unanimously.*

Whereas there already exist a certain number of independent international institutions which centralise and publish statistics, or which aim at unifying statistical methods and forms ;

And whereas it is desirable to avoid overlapping and possible discrepancies in the figures representing the same phenomena ;

And whereas the different organs of the League of Nations require to handle statistics of all kinds in the execution of their duty and it is extremely desirable that these various classes of statistical information should be based upon sound and properly co-ordinated statistical principles ;

The Commission is of opinion that—

*Article adopted by 9 votes to 3.*

Article 1. — There should be instituted by the League of Nations an International Commission of Statistics, with the purpose of advising the Council of the League of Nations upon the statistics of all kinds that are necessary for the League.

Article 2 — The duties of this International Commission of Statistics should be—

*§ adopted unanimously.*

(a) To advise the League on all technical statistical questions ;

---

\* Result of vote on the resolutions as a whole : For, 9 votes ; against, 3 votes.

*§ adopté à l'unanimité.*

- b) D'aider la Société à utiliser le plus possible les travaux déjà exécutés par les organisations statistiques internationales et d'aider ces organisations par ses conseils à délimiter leur sphère respective d'action.

*§ adopté par 11 voix ; 1 abstention.*

(Elle s'adressera chaque fois qu'il sera possible à ceux des Instituts ou Offices internationaux qui ont dans leur objet la production des dites statistiques et qui conserveront leur autonomie);

*§ adopté à l'unanimité.*

- c) De faire ou de transmettre des suggestions aux divers Gouvernements par l'entremise du Conseil de la Société des Nations quant à l'unification et à l'amélioration du matériel officiel statistique.

*Article adopté par 8 voix contre 4.*

Article 3. — Que les statistiques produites soient remises à la Commission internationale de Statistique en deux exemplaires, dont l'un serait destiné à être transmis à l'Institut international de Statistique en vue des suggestions que cet Institut aurait à formuler au point de vue scientifique et au point de vue de l'unification des méthodes.

*Article adopté par 8 voix contre 1 ; 3 abstentions.*

Article 4. — Que les dépenses des statistiques fournies à la demande de la Commission par les Instituts ou Offices internationaux soient couvertes par la Société des Nations.

*Article adopté par 9 voix contre 1 ; 2 abstentions.*

Article 5. — Que la Commission soit composée de vingt-cinq membres, savoir :

- a) Trois représentants de l'Institut international de Statistique et de son Office permanent ;  
Deux représentants de l'Institut international d'Agriculture ;  
Deux représentants du Bureau international du Travail ;  
Un représentant du Bureau international des Statistiques commerciales ;  
Un représentant de l'Institut international du Commerce ;  
Un représentant de la Chambre internationale de Commerce ;  
Un représentant du Comité permanent des Assurances sociales ;  
Un représentant de l'Office international d'Hygiène ;  
Un représentant de l'Union postale universelle ;  
Un représentant du Bureau international de l'Union télégraphique ;
- b) Le Secrétaire Général ou son délégué ;
- c) Les autres membres désignés par le Conseil exécutif de la Société des Nations, notamment parmi les représentants des services qui font ou qui utilisent les statistiques.

§ *adopted unanimously.*

(b) To assist the League to utilise to the utmost possible extent the work already carried out by international statistical organisations, and to assist those bodies by its advice to delimit their respective spheres.

§ *adopted by 11 votes; 1 abstention.*

(It would in each case, whenever possible, apply to the international institutions or offices which are concerned with the production of the said statistics, the said institutions to retain their autonomy);

§ *adopted unanimously.*

(c) To make or transmit suggestions to the various Governments through the Council of the League as to the standardisation and improvement of official statistical material.

*Article adopted by 8 votes to 4.*

Article 3. — The International Commission of Statistics should be supplied with two copies of the statistics produced, one of which should be transmitted to the International Institute of Statistics, in order to enable that Institute to formulate suggestions from a scientific point of view, and with regard to the standardisation of methods.

*Article adopted by 8 votes to 1; 3 abstentions.*

Article 4. — The expenses for statistics supplied at the special request of the Commission by the Institutes or International Offices should be defrayed by the League of Nations.

*Article adopted by 9 votes to 1; 2 abstentions.*

Article 5. — The Commission should be composed of 25 members as follows :

- (a) Three representatives of the International Institute of Statistics, and of its Permanent Bureau ;  
Two representatives of the International Institute of Agriculture ;  
Two representatives of the International Labour Office ;  
One representative of the International Bureau of Commercial Statistics ;  
One representative of the International Institute of Commerce ;  
One representative of the International Chamber of Commerce ;  
One representative of the Permanent Committee of Social Insurance ;  
One representative of the International Office of Hygiene ;  
One representative of the Universal Postal Union ;  
One representative of the International Telegraphic Union ;
- (b) The Secretary-General or his representative ;
- (c) The other members should be appointed by the Executive Council of the League of Nations and should include representatives of the services which make or utilise statistics.



*Article adopté par 9 voix ; 3 abstentions.*

Article 6. — Que la Commission se réunisse toutes les fois qu'elle le juge utile ou sur convocation du Conseil de la Société des Nations, et au moins une fois par an.

Dans l'intervalle de ses sessions, elle peut déléguer ses pouvoirs à un Comité permanent composé de cinq de ses membres au moins et de sept au plus. La délégation aurait lieu dans les conditions qu'aura fixées la Commission.

Nous avons confiance, Monsieur le Président, d'avoir ainsi répondu à la mission que vous avez bien voulu nous confier et dont nous avons senti toute la responsabilité.

*Les Vice-Présidents :*

*(Signé)* A. DELATOUR.  
J. DE ELOIA .

*Le Président :*

*(Signé)* L. BODIO.

---

*Article adopted by 9 votes; 3 abstentions.*

**Article 6.** — The Commission shall meet whenever it may be considered desirable, or whenever it is convoked by the Council of the League of Nations. It shall meet at least once a year.

In the intervals between its sessions it can delegate its powers to a permanent sub-committee composed of five of its members as a minimum, or seven as a maximum. It should itself determine the conditions under which it delegates its powers to the permanent sub-committee.

We feel confident that we have thereby fulfilled the task which you have entrusted to us, the responsibilities of which we have fully realised.

*(Signed)* A. DELATOUR,  
J. DE ELOLA,  
*Vice-Presidents.*

*(Signed)* L. BODIO,  
*President.*

---

## RAPPORT DES MINORITÉS

---

Les soussignés ne peuvent être d'accord avec le rapport présenté par la majorité de la Commission. Ils sont d'avis que les mesures qui s'imposent impérieusement à l'heure actuelle pour unifier et « standardiser » les statistiques internationales, doivent consister à créer dans l'organisation de la Société des Nations une Section de Statistique correspondant aux autres organisations techniques créées au sein de la Société. La majorité de la Commission n'a pas jugé que ce point fût contenu dans les termes de son mandat ; les soussignés ne peuvent partager cet avis, après les explications précises fournies au nom du Secrétariat par son représentant. Si quelques doutes subsistaient après ces explications, on aurait dû obtenir du Secrétariat de nouvelles instructions formelles.

A la Section de Statistique ci-dessus mentionnée, il conviendrait d'adjoindre un Conseil consultatif composé d'experts en matière de statistique ; ce Conseil correspondrait, en quelque mesure, à ce qui résulte des propositions de la majorité, tout en différant sur des points essentiels. Les soussignés estiment de plus, que l'on devrait prévoir la constitution d'une assemblée générale de statistique représentant les pays du monde. Les soussignés objectent particulièrement aux clauses contenues explicitement dans le projet de la majorité aux termes desquelles le Conseil consultatif projeté devrait en référer à une autre organisation purement privée, c'est-à-dire à l'Institut international de Statistique. Les soussignés objectent toutefois principalement à la décision qui voudrait faire d'un Conseil consultatif un organisme possédant la compétence suffisante pour accomplir la tâche urgente et difficile nécessitée par la coordination et la « standardisation » des statistiques. Cette tâche, les soussignés tiennent à le répéter, ne peut être accomplie que par un bureau permanent constitué d'une manière appropriée. En général, les soussignés estiment que le rapport de la majorité laisse, en substance, la question au même point qu'à l'issue de la Conférence de Londres du mois d'août 1919. Nous faisons expressément les recommandations suivantes :

1. Une Section de Statistique serait créée dans le Secrétariat de la Société des Nations. Les fonctions de cette section seraient :

- a) De s'entendre avec les différentes sections de la Société et avec les organismes officiels internationaux en ce qui concerne les statistiques demandées, qui devraient être réunies par ces sections ou par ces organismes, ou pour leur compte ;
- b) De recevoir des différentes sections de la Société les statistiques qui pourraient être réunies par ces sections ;
- c) De réunir, en les obtenant des Gouvernements ou d'autres sources, les statistiques additionnelles qui pourraient être nécessaires ;
- d) De publier les statistiques dont le besoin pourrait se faire sentir.

2. La Section de Statistique de la Société serait aidée dans l'exécution des fonctions précitées par un Conseil consultatif, constitué comme il est indiqué ci-après. Les fonctions de ce Conseil seraient :

- a) De donner un avis à la section sur toutes les questions statistiques d'ordre technique.
- b) D'aider à utiliser les travaux des organisations internationales de statistique et de faire des propositions en vue de délimiter le champ d'action respectif de ces organismes au point de vue statistique.
- c) De donner son avis à la section en ce qui concerne la transmission aux divers Gouvernements, par l'intermédiaire du Conseil de la Société, de propositions en vue de l'unification et de l'amélioration des statistiques officielles.

## MINORITY REPORT

---

The undersigned are unable to agree with the recommendations presented by the majority of the Commission. We are of the opinion that the step now imperatively needed to unify and standardise international statistics is to establish within the organisation of the League of Nations a Statistical Section corresponding to the other technical organisations set up in the League. This the majority of the Commission did not consider to come within the terms of the reference, an opinion with which we wholly disagree in view of the precise explanations made on behalf of the Secretariat by its representative. If any doubt remained after these explanations, further formal instructions should have been obtained from the Secretariat.

To the Statistical Section above mentioned should be attached an Advisory Council of statistical experts, corresponding somewhat to the proposals of the majority, but differing in essentials. We believe, moreover, that provision should be made for the constitution of a general statistical Assembly representing the countries of the world. Especially objectionable do we consider the explicit provision, in the plan submitted by the majority, for reference by the proposed Advisory Council to another and a private organisation, namely the International Statistical Institute. Our chief objection, however, is to the putting forward of an Advisory Council as a body competent to perform the urgent and difficult task involved in the co-ordination and standardisation of statistics. This task, we repeat, can only be carried out by a properly constituted permanent office. In general, we think the recommendations of the majority leave matters substantially as at the conclusion of the London Conference of August 1919.

In definite terms we recommend as follows :

1. That a Statistical Section should be set up within the Secretariat of the League of Nations whose duties would be :

- (a) To confer with the various Sections of the League and other official international bodies as to the statistics required by them and to be collected by them or on their behalf;
- (b) To receive from the various Sections of the League such statistics as may be collected by them ;
- (c) To collect from Governments or from other sources such additional statistics as may be required ;
- (d) To publish such statistics as may be thought desirable.

2. That in the execution of these duties the Statistical Section of the League should be assisted by an Advisory Council constituted as hereafter specified, whose duties would be :

- (a) To advise the Section on all technical statistical questions ;
- (b) To assist in utilising the work of international statistical organisations and to make suggestions with a view to delimiting their respective statistical activities ;
- (c) To advise the Section regarding the transmission, through the Council of the League, to the various Governments of suggestions for the standardisation and improvement of official statistics.

3. Le Conseil consultatif serait composé comme suit :

- a) Chacun des Membres de la Société des Nations serait représenté par un expert en matière de statistique ;
- b) Chacune des organisations désignées ci-après aurait un représentant :  
L'Institut international d'Agriculture,  
Le Bureau international du Travail,  
Le Bureau de Statistique commerciale,  
L'Institut d'Hygiène ;
- c) Un représentant de l'Institut international de Statistique ;
- d) Un représentant du Secrétaire Général de la Société qui présiderait le Conseil consultatif.

4. On réunirait, par intervalles aux époques qui sembleraient appropriées, et, en général, à des périodes n'excédant pas trois ans, une Conférence représentant les statisticiens de toutes les nations qui exprimeraient leur avis sur toutes les questions importantes au point de vue statistique. L'ordre du jour de ces réunions serait communiqué quatre mois avant la date de l'assemblée.

En guise de commentaire du texte ci-dessus les soussignés ajoutent les propositions suivantes :

i) La Section de Statistique serait placée sous l'autorité d'un directeur et d'un directeur-adjoint (par suite de la complexité des fonctions administratives) et serait également munie d'un personnel approprié et pourvu de tout ce qui est nécessaire. Il y a lieu d'insister sur les qualités techniques à exiger du personnel.

On prévoit que les membres du Conseil consultatif (voir § 3a) consulteraient pour les questions qui leur sont soumises les experts en matière de statistique de leur pays respectif.

ii) L'Assemblée serait composée d'un représentant de chacun des Membres de la Société accompagné d'un ou plusieurs conseillers techniques, s'il est nécessaire, afin d'assurer la représentation des classes de personnes intéressées à l'usage, aussi bien qu'à la production, des statistiques. Une assemblée se tiendrait dans un délai d'une année à partir de la date de la création de la Section de Statistique. L'objet premier de cette assemblée serait de mettre en contact direct les statistiques internationales avec l'opinion des statisticiens du monde entier, « les assemblées et organes de direction de la plupart des organisations internationales existantes se composant surtout en général de personnes qui ne sont pas des statisticiens ». Au point de vue de la technique statistique, les travaux de l'Institut international de Statistique prouvent les résultats importants qui résultent de discussions à bases très larges. Lorsque ces résultats émaneront de l'initiative officielle aussi bien que de l'initiative privée, on peut s'attendre à ce que leur application pratique n'en soit que plus générale. Le rapport de la majorité ne prévoit pas que les différents pays puissent avoir une voix lorsqu'il s'agit de formuler les règles générales de la statistique internationale.

Les soussignés concluent en faisant remarquer avec insistance que le problème de l'organisation de la statistique doit être en dernière analyse envisagée comme un tout, spécialement lorsqu'il s'agit d'un plan mondial dépendant de l'appui d'organismes souverains qui ne sont pas disposés à accepter des méthodes confuses ou conduisant au gaspillage et qu'il importe de reconnaître, dès le début, la nature de l'organisme pratique qui seul peut répondre à ce but.

(Signé) R. H. COATS,  
ROYAL MEEKER.  
A. W. FLUX.

3. The Advisory Council should be composed as follows :

- (a) Each of the Members of the Council of the League of Nations should be represented by one statistical expert :
- (b) Each of the following organisations should have one representative :
  - The International Institute of Agriculture,
  - The International Labour Office,
  - The International Bureau of Commercial Statistics,
  - The International Institute of Hygiene,
- (c) A representative of the International Statistical Institute :
- (d) A representative of the Secretary-General of the League, who should be Chairman of the Council.

4. There should be summoned at such times as may seem desirable and, in general, at intervals not exceeding three years, an Assembly representing the statisticians of all nations to express their opinion upon matters of statistical importance. The agenda of such meetings should be circulated four months in advance of these meetings.

We would add the following suggestions :

(i) The Statistical Section should be under a Director, with an Assistant Director, in view of the heavy administrative task, and should otherwise be adequately staffed and equipped. Emphasis should be placed on the technical qualifications of the staff. The Director should be the Secretary of the Advisory Council.

It is contemplated that the members of the Advisory Council appointed under Section 3 (a) would secure advice in reference to matters under consideration by consultation with the statistical experts of their respective nations.

(ii) The Assembly should consist of a representative from each Member of the League, accompanied by an adviser or advisers if thought necessary, in order to permit the representation of classes interested in the use as well as in the production of statistics. An Assembly should be held within one year of the setting up of the Statistical Section. The primary object of the Assembly should be to bring international statistical work into direct contact with the opinion of statisticians throughout the world, the Assemblies and Governing Bodies of most existing international organisations being gatherings primarily of non-statisticians. On the side of statistical technique, the records of the International Statistical Institute are evidence of the valuable results which flow from broad-based discussion. When such results are obtained through official as well as private initiative, their practical application, it may be expected, will be more general. The majority recommendations make no provision whereby every country may secure a voice in the formulation of international statistical policy.

In conclusion, we would emphasise the opinion that the problem of statistical organisation should in the final analysis be approached as an entity, especially in a world-plan which is dependent upon the support of sovereign bodies not disposed to accept confused or wasteful methods, and that there should be recognition at the outset of the character of the working machinery which alone can accomplish that purpose.

(Signed) R. H. COATS,  
ROYAL MEEKER,  
A. W. FLUX.

---

II

OBSERVATIONS PERSONNELLES DE MEMBRES DE LA COMMISSION

---

OBSERVATIONS PERSONNELLES PRÉSENTÉES PAR M. COATS

---

Le rapport de la minorité et le précis de notre seconde séance expriment mon opinion générale, à savoir : Que le premier besoin de la Société, en matière de statistique, est l'établissement d'un bureau directeur central, possédant un personnel et un outillage adéquats, aidé et guidé dans son travail par un Conseil consultatif représentatif ; une assemblée périodique fournirait à ce bureau la machinerie nécessaire à la discussion préliminaire et au contact personnel avec les statisticiens officiels des différentes nations. Que l'on se soit fait une conception erronée de cette proposition, cela ressort nettement de la partie du rapport de la majorité où il est dit qu'une création de cette nature ferait table rase de toute organisation statistique, qu'elle mettrait au rancart les travaux existants et constituerait un double emploi. A cela j'objecterai que c'est une question de fait, beaucoup plus qu'une question d'opinion et que l'exemple des pays qui ont adopté une direction centrale, en matière de statistique, réfute cette prétention. Au Canada, pays que sa constitution fédérative permet de proposer comme exemple, la centralisation de la statistique a agrandi le domaine des recherches et a éliminé le double emploi, sans empiéter sur l'autonomie de l'Etat ni sur celle des ministères, Qu'un Conseil consultatif puisse, à lui seul, accomplir une tâche aussi vaste et aussi complexe que celle que comporte le fusionnement et la coordination statistiques, c'est là une chose difficilement admissible pour des statisticiens de carrière, car leur expérience leur enseigne le contraire. Il ne faut pas oublier que les vues de la majorité excluent un bureau directeur permanent, car celui-ci, conformément à la décision du Conseil de la Société, prise à Rome, ne peut exister que comme organe du Secrétariat.

Je désire également signaler le malentendu contenu dans l'assertion que « M. Dop répondit à l'objection que les organisations existantes ne sont pas dirigées par des statisticiens professionnels : ces institutions ont des bureaux de statistique dirigés par des spécialistes ». Mais c'était précisément la critique que je soulevais, c'est-à-dire que les spécialistes en question sont privés des moyens de discussion directe avec leurs collègues d'autres pays, dont la coopération est essentielle au succès, de même que ces derniers n'ont aucun moyen de contact les uns avec les autres. A l'appui de mon dire j'ajouterai que, pendant les trois journées consacrées à la statistique agricole, durant les séances de la Conférence Statistique de l'Empire Britannique en 1920, il a été fait plus de progrès dans l'amélioration des méthodes et l'accroissement de la coordination au sein de ce domaine, qu'il n'en avait été accompli pendant les trois années précédentes.

Le rapport de la majorité contient un intéressant argument en faveur des attributions que l'on se propose de conférer à l'Institut international de Statistique. Tout le monde admettra que ce corps scientifique a rendu d'excellents services, en posant des principes et en déterminant des méthodes ; son insuccès résulte de son impuissance à faire adopter ces principes et ces méthodes par les différents pays. A cet égard, aucune machinerie ne saurait être aussi efficace qu'une conférence entre les statisticiens directement intéressés. Que Quételet ait, il y a trois quarts de siècle — c'est-à-dire de nombreuses années avant la création de l'Institut international — condamné les conférences comme inconcluantes, ce jugement n'a que bien peu de poids aujourd'hui et ne saurait prévaloir, à l'heure actuelle, contre une conférence portant en elle tous les éléments de succès et placée sous l'égide de la Société des Nations.

Un parallèle de la situation internationale existe au sein de l'Empire Britannique, où l'on voit la Société Royale de Statistique jouir d'une estime et

II

PERSONAL NOTES OF MEMBERS OF THE COMMISSION

---

PERSONAL OBSERVATIONS BY Mr. COATS

---

The minority report and the précis of our second session represent my general opinion, namely, that the first requirement of the League in statistics is the establishment of a central directing office, adequately staffed and equipped, to be assisted and guided in its work by a representative advisory Council, and to have in the form of a periodical assembly the machinery for first-hand discussion and personal contact with the official statisticians of the several nations. I would point out the misconception of this proposal which appears in the majority report in the statement that such an office would effect a *tabula rasa* in statistics, the dis-establishment of existing work, and the creation of duplication. I must submit that this is not so much a question of opinion as of fact, and that the example of countries which have adopted central direction in statistics refutes the statement. In Canada, certainly, whose example, owing to its federal constitution, is of interest, statistical centralization has enlarged existing work and has eliminated duplication, without invading departmental or state autonomy. That an advisory council alone can carry out the extensive and complex task involved in statistical consolidation and co-ordination is also, I must think, contrary to the experience of working statisticians. It must be clearly noted that the policy of the majority is exclusive of a permanent directing office, as the latter, in accordance with the decision of the Council of the League taken at Rome, can exist only in the form of a Bureau under the Secretariat.

I would also point out the misunderstanding contained in the statement that "M. Dop replied to the objection that existing organizations are not directed by professional statisticians: these institutions have bureaux of statistics directed by specialists." But that was precisely the criticism offered, namely, that the specialists in question have no machinery for direct first-hand discussion with the similar specialists of the several countries whose co-operation is essential to success, nor the latter for discussion with each other. To illustrate the point, I would submit that the three days devoted to agricultural statistics during the meeting of the British Empire Statistical Conference in 1920 did more to achieve improved methods and increased co-ordination in this field among the countries represented than had been accomplished previously in as many years.

The majority report contains an interesting argument in support of the status which it is proposed to confer on the International Statistical Institute. Everyone will agree that the Institute has done excellent service as a scientific body in the laying down of principles and methods. The failure has been in securing the adoption of these principles and methods in the several countries. To this end no machinery is so effective as a conference of the statisticians immediately concerned. That Quételet, three-quarters of a century ago—many years before even the International Institute was established—found such a conference inconclusive is surely not to be cited against a conference, in the light of recent history, constructively organized, under the auspices of the League of Nations.

A parallel to the international situation is to be found within the British Empire, in which the Royal Statistical Society occupies a position of esteem and authority



d'une autorité équivalentes à l'influence qu'exerce dans l'univers l'Institut International. Les travaux de la Société durant le dernier siècle composent un corps de doctrine des plus précieux, embrassant presque toutes les phases de la statistique. Néanmoins la récente conférence des fonctionnaires statisticiens de l'Empire demeurera mémorable en raison des réformes qu'elle a accomplies et du programme clair qu'elle a tracé pour l'avenir. Si l'intervention de l'Institut International, dans un rôle quasi exécutif, doit empêcher une action similaire dans la statistique internationale, le progrès statistique se trouvera plutôt entravé qu'accélééré.

L'argument que l'Institut International comme corps scientifique est inaccessible aux influences politiques ne semble pas tenir compte du fait que toute direction donnée à la statistique officielle ne produira d'effets pratiques que si elle est acceptée par les Gouvernements — et qu'en définitive il est impossible de soustraire entièrement la statistique officielle à l'appréciation et au contrôle des Gouvernements. L'Institut pourrait constituer cette sauvegarde plus efficacement comme organisme purement scientifique et non exécutif.

Je considère comme très fâcheux que la Commission ait décidé de ne considérer que superficiellement les propositions I (b) et IV du compromis. Si l'on avait discuté en détail les items devant entrer dans un plan général de statistique, on aurait vu clairement apparaître la nécessité d'une agence générale directrice, travaillant sans interruption, avec un outillage *ad hoc*, à sa vaste et difficile tâche.

En terminant, je désire attirer l'attention sur la procédure adoptée par la Commission, qui permet l'admission de mémoires et d'arguments de cette sorte, après que les décisions ont été prises et transmises à l'organisme qui l'a constituée. A cet égard, je citerai un extrait du rapport d'un Comité institué en Grande-Bretagne à l'effet de fixer la procédure à suivre par les Commissions d'Enquête. Ce Comité, présidé par le Très Honorable Lord Balfour of Burleigh, après un minutieux examen des différents aspects du problème, recommanda l'adoption des mesures suivantes, relatives à la rédaction et au dépôt des rapports des Commissions d'Enquête ; ces recommandations, qu'elles soient observées ou méconues, ont au moins le mérite d'être pleines de bon sens :

« Lorsque l'audition des témoignages est terminée et que les autres éléments d'information sont obtenus, la Commission devrait discuter les conclusions qui ressortent de son enquête et, soit en s'aidant d'un projet de résolution soumis par son président, soit que la discussion soit purement verbale, on doit s'efforcer de réaliser un accord unanime pour l'adoption d'une décision finale.

» Les opinions émises et les réflexions faites par ses collègues au cours de l'enquête permettront au président d'apprécier les points probables sur lesquels tout le monde est d'accord et les points susceptibles de divergences de vues. La discussion fera connaître dans quelle mesure on peut espérer obtenir une unanimité de vues. Tout d'abord, le président mettra en évidence les points qui n'offrent pas matière à controverse ; quant au surplus, par d'amicales invitations à la conciliation et tous autres moyens légitimes de persuasion, il demandera aux membres dissidents de se rallier à l'opinion des autres.

» Si l'unanimité sur les questions de principe semble s'établir ou paraît possible en substance, le président devra rédiger un projet de rapport reflétant l'entente intervenue, projet que la Commission examinera en détail, chaque paragraphe et chaque point étant étudiés et discutés.

» Pendant cette discussion, le projet de rapport subira sans doute de nombreux remaniements, additions ou suppressions, mais si l'unanimité se maintient sur les questions de principe, il y aura tout lieu d'espérer que le rapport sera finalement signé par tous les commissaires. Il deviendra probablement nécessaire de sacrifier, au cours de la discussion, certains détails paraissant importants à l'un ou à l'autre des commissaires, qui désirerait les voir maintenir et, cependant, il faudra se résoudre à laisser dans l'expectative les points de moindre importance, s'il n'y a pas d'autre moyen d'obtenir la signature de tous les commissaires, car l'unanimité donne un grand poids à un rapport.

» Toutefois, lorsque les discussions préliminaires révèlent des divergences qui font prévoir un rapport d'une minorité des commissaires, formant quorum, ou simplement un mémoire de dissidence sur un point quelconque, de la part d'un petit nombre de commissaires, inférieur au quorum, ou même d'un unique

quite equal to that of the International Institute at large. In the proceedings of the Society for the last half-century exists a most valuable body of doctrine bearing on almost every phase of statistics. Nevertheless, the recent Conference of the official statisticians of the Empire established a new landmark in view of the reforms and co-ordinations which it immediately effected and of the definite lines which it laid down for the future. If the intervention of the International Institute in a quasi-executive role is to preclude similar action in international statistics, it will handicap rather than accelerate statistical progress.

The argument that the International Institute, as a scientific body, is superior to political influences, seems not to realize that any policy laid down for official statistics is still dependent for practical results upon acceptance by governments, and that it is impossible in the final analysis to remove official statistics from official discussion and control. The Institute can safeguard this point most effectively as a purely scientific and non-executive body.

I would add that I think it unfortunate that the Commission decided to give only brief consideration to the terms I (b) and IV of the Reference. Had there been any detailed discussion of the items to be included in a general scheme of statistics and of their relations to each other, it could not have failed to lay bare the necessity for a general directing agency, continuously in operation and with adequate working equipment for its large and difficult task.

In conclusion, I would draw attention to the procedure adopted by the Commission whereby the statements and arguments of this kind are made after decisions have been actually reached and forwarded to the appointing body. I would quote in this connection from the report of a Committee set up in Great Britain for the purpose of laying down rules of procedure for Commissions of Enquiry. This Committee, of which the Right Honourable Lord Balfour of Burleigh, K.T., was Chairman, after a careful survey of the various aspects of the problem, recommended the following as the procedure to be adopted by Committees of Enquiry during the stage of drawing up and submitting their report, a recommendation which, whether generally authoritative or not, has the merit of appealing to commonsense :—

“ We recommend that, when the information necessary has been obtained, the Commission should discuss the conclusions to which the evidence leads, and, either with or without definite resolutions drafted by the Chairman, an effort should be made to secure unanimity as to the line finally to be adopted.

“ Association with his colleagues during the enquiry will have enabled the Chairman to appreciate the probable points of agreement and the possible points of disagreement. The discussion will show how far unanimity is likely to be ultimately secured. It should be the first care of the Chairman to make apparent the points of agreement, and to endeavour to extend and to multiply them so far as friendly invitations to reconsideration and other legitimate forms of persuasion avail.

“ If a substantial unanimity on points of principle is indicated, the Chairman should proceed with a draft report on the agreement arrived at, and the Commission should consider this draft Report paragraph by paragraph and point by point.

“ During the discussion, the draft Report will no doubt be supplemented, cut down, or modified, as the result of the discussion, but so long as unanimity as to principles can be preserved there should be every prospect of the Report being eventually signed by all the Commissioners. Though some details may have been sacrificed in the process of discussion, which may appear to one or other Commissioner to have been important to preserve, yet, for the sake of obtaining a Report which acquires the greatly added weight of being signed by all the Commissioners, some of the less-important points may be allowed to stand over.

“ Wehre, however, the preliminary discussions disclose differences which foreshadow a Minority Report on the part of a quorum of the Commission, or even a dissentient Memorandum on any specified points on the part of a number of the Commissioners less than a quorum, or of an individual Commissioner, the Chairman

commissaire, le président doit inviter la minorité ou le commissaire dissident, selon le cas, à formuler leurs conclusions aussitôt que possible, au moins en termes généraux, sous la forme d'un mémoire, qui devrait être communiqué à chaque membre de la Commission.

» Puis la Commission doit être convoquée à une nouvelle séance, dans le but de rechercher et découvrir, si possible, quelque moyen d'accord unanime.

» Si l'on constate, alors, l'impossibilité d'effectuer un compromis, le président, ou bien la majorité dans le cas où l'opinion du président différerait de la sienne, doivent procéder à la rédaction du rapport, dans le sens des vues de la majorité ; en même temps, la minorité de la Commission, si elle est en nombre suffisant pour constituer un quorum, doit se réunir séparément et rédiger son rapport. Ces rapports devraient être signés simultanément, de manière à être publiés au même moment.

» Il est important, et nous insistons sur ce point, que tous les rapports et les mémoires de dissidence soient entre les mains de la Commission avant la signature de son rapport.

» Même au dernier moment, il peut se produire des conversions de part ou d'autre, susceptibles de créer l'unanimité. Les membres des Commissions ne devraient jamais oublier qu'ils sont réunis pour faire un rapport et non pour se critiquer les uns les autres.

» Lorsque tous les rapports et les mémoires de dissidence sont prêts, ils doivent être soumis simultanément. »

---

should invite the Minority or the dissenting Commissioner as the case may be, to formulate their conclusions as soon as possible at least in general terms in the form of a Memorandum, which should be circulated to every Member of the Commission.

“ A Meeting of the Commission should then be held with a view, if possible, of finding some method by which unanimity may still be achieved.

“ If it is then found that no compromise can be effected, the Chairman, or the majority, if the Chairman is not in agreement with the majority, should proceed to draft the Report on the lines adopted by the majority, and the minority of the Commission, if of sufficient number to constitute a quorum, should meet separately and draft their Report, and these Reports should be signed at the same time for simultaneous publication.

“ We emphasize the point that all Reports and dissentient Memoranda should be in the hands of the Commission before any Report is signed.

“ Conversions on one side or the other may even then bring about unanimity. Members of Commissions should recollect that the object which has brought them together is to make a Report and not to criticise one another.

“ When all the Reports and dissentient Memoranda are prepared they should be submitted simultaneously. ”

---

## OBSERVATIONS PERSONNELLES DE M. JACQUART

---

L'article 3 du projet adopté par la Commission soulève la question de l'intervention de l'Institut international de Statistique dans l'organisation projetée. Cette intervention a été combattue par plusieurs membres, notamment par moi-même qui ai fait remarquer que cet article 3 impose aux organismes officiels de statistique déjà existants l'obligation de remettre par l'intermédiaire de la Commission, à l'Institut international de statistique, institution purement privée, une copie des statistiques qu'ils seront invités à fournir à la Société des Nations, afin que cet Institut, quand il le jugera utile, émette des appréciations et des propositions de modifications aux méthodes employées dans les statistiques officielles. Ce rôle est réservé en Belgique à la Commission centrale de statistique.

De mon avis, on pouvait concevoir que le Conseil de la Société des Nations, dans des cas déterminés, et avec l'assentiment des Etats associés, soumette à l'Institut international un problème d'organisation des statistiques internationales pour lequel la Commission des statistiques créée auprès de la Société des Nations aurait décliné sa compétence et demandé des lumières supplémentaires à l'Institut déjà représenté dans cette Commission par trois délégués. Mais, telle qu'elle est proposée, avec son caractère officiel, général et obligatoire, le contrôle d'une institution privée sur les méthodes employées par les organes officiels de la statistique est un fait au moins insolite et l'on peut se demander s'il est compatible avec l'autorité morale et la dignité des bureaux nationaux de statistique et même s'il ne porte pas atteinte à l'autonomie de l'activité administrative des Etats dont l'organisation statistique n'est qu'une manifestation.

Cependant, dans son rapport, la majorité allègue que le Conseil consultatif — tel qu'il est prévu par la Commission — « devrait en référer à une autre organisation, de caractère privé, l'Institut international de Statistique ».

On ne trouve rien de semblable dans la deuxième résolution de la Commission. Nul ne peut empêcher l'Institut international de Statistique de donner son avis sur les progrès à réaliser dans les statistiques internationales. N'est-il pas, dès lors, conforme à l'esprit scientifique qui, d'après le troisième considérant, doit animer l'organisation projetée, de faciliter et de hâter cet avis? La troisième résolution n'implique pas autre chose.

Tels sont les principaux points qui n'offrent pas de contradiction véritable, soit dans les résolutions de la Commission, soit dans le rapport de la minorité.

En ce qui concerne la composition du Conseil consultatif, la minorité ne fait aucun cas de la manière dont le Conseil de la Société des Nations a constitué la Commission. Elle assure à des institutions nouvelles ou qui n'ont aucune publication, la même représentation qu'à des institutions anciennes et qui ont publié d'importants travaux et elle omet des institutions intéressantes. Elle restreint le nombre des membres à la disposition du Conseil de la Société des Nations et élimine ainsi des statisticiens de nations non représentées au Conseil <sup>(1)</sup>. D'ailleurs, elle laisse subsister dans les services de la Société des Nations de multiples organes de statistique et contrarie ainsi le principe d'unité qu'elle semblait opposer aux institutions internationales. Enfin, elle prévoit une Conférence de statisticiens qui se superposerait au Conseil consultatif, on ne voit pas trop pour quel but. Cette assemblée n'aurait d'ailleurs point de pouvoir réel sur les Gouvernements pour obtenir les unifications et les progrès désirables en matière statistique; car ce

---

(1) Il est vrai qu'au vote de la résolution n° 2, le texte de la Commission n'a rencontré qu'un seul opposant.

## OBSERVATIONS BY M. JACQUART

---

Article 3 of the draft adopted by the Commission raises the question of the part to be taken by the International Statistical Institute in the proposed organisation. The rôle assigned to this Institute was opposed by several members, particularly by myself; I pointed out that Article 3 imposes upon the official statistical organisations already existing the obligation of transmitting, through the Commission, to the International Statistical Institute (an entirely private establishment) a copy of the statistics which they will be asked to furnish to the League of Nations. This is to enable the Institute to offer criticisms when it considers necessary, and to suggest changes in the methods employed in official statistics. In Belgium this rôle is reserved for the Central Statistical Commission.

In my opinion, it is conceivable that the Council of the League of Nations might, — in certain cases, and with the consent of the Associated States, — submit to the International Institute some problem relating to the organisation of international statistics, in respect of which the Statistical Commission established under the League of Nations had declined to act and had asked for further guidance from the Institute, already represented by three delegates on this Commission. But for a private institution to possess the control proposed — of an official, general and obligatory character — over the methods employed by official statistical organisations is at least an unusual arrangement. It is doubtful whether such an arrangement is compatible with the moral authority and the dignity of the national statistical bureaux; whether, indeed, it is not an attack upon that administrative autonomy of the State of which statistical organisation is but one manifestation.

In its report, however, the minority states that, as laid down by the Commission, the Advisory Council should refer the matter to another organisation, which is private in character, namely, the International Statistical Institute.

Nothing of the kind is to be found in the Third Resolution of the Commission. There is nothing to prevent the International Statistical Institute from giving its opinion on the progress to be achieved in international statistics. Would it not, therefore, be in conformity with that scientific spirit which, according to the third preamble, should inspire the organisation proposed, if the carrying out of this opinion were facilitated and accelerated?

These are the principal points which do not raise any real difference of opinion either in the resolutions of the Commission or in the Minority Report.

As to the composition of the Advisory Council, the minority is dissatisfied with the method adopted by the Council of the League of Nations for constituting the Commission. This method assures to new institutions and to those which have issued no publications, the same representation as is accorded to long-established institutions and those which have issued important publications, and it omits certain important institutions. It restricts the number of members who are at the disposal of the Council of the League of Nations, and thus eliminates the statisticians of those nations which are not represented on the Council (1). Moreover, it allows the continued existence within the League of Nations of many and various statistical organs, an arrangement which contradicts the principle of unity which the League seemed to stand for as against international institutions. Finally, it provides for a Conference of Statisticians which shall have authority superior to the Advisory Commission, and whose purpose is not very obvious. This Assembly, moreover, could bring no real influence to bear on the Governments by which to obtain the codification and the progress desired in statistical matters; for influence can only be

---

(1) It is true that, when the Second Resolution was put to the vote, the text of the Commission met with only one opponent.

pouvoir ne peut être réellement revendiqué que par l'Assemblée générale des représentants de la Société des Nations ou par le Conseil exécutif de la Société. On n'aperçoit pas, en somme, le lien nécessaire entre celles des dispositions préconisées par la minorité qui n'ont pas été envisagées par la Commission et les principes posés dans les considérants; elles offriraient plutôt quelque contradiction avec les principes d'esprit scientifique et de bonne coordination affirmés dans ces considérants.

Au contraire, les dispositions communes à tous les membres de la Commission, ou tout au moins non contradictoires, suffisent pleinement pour empêcher l'emploi de méthodes confuses, et les gaspillages qui se produisent lorsque plusieurs institutions font la même chose. Elles permettent d'utiliser le travail accompli par des organismes vivants, de perfectionner peu à peu au lieu d'ignorer ce travail, en superposant, sans motif suffisant, de nouveaux organismes à ceux qui existent. Elles doivent contribuer ainsi à faire de la statistique internationale un tout ayant son unité, au lieu de laisser subsister des centres de recherches multiples et divers, tant en dehors de la Société des Nations qu'au sein même de la Société.

Ces dispositions acceptées explicitement ou implicitement par tous les membres de la Commission, en dehors de celles qui comportent un désaccord évident entre la majorité et la minorité, peuvent se résumer comme suit :

Organisation comportant :

- a) un Conseil où sont représentées les institutions internationales existantes qui conservent leur autonomie ;
  - b) un organe exécutif constitué, du point de vue administratif, comme le décidera le Conseil de la Société des Nations et placé, du point de vue technique, sous le contrôle permanent du Conseil ; cette organisation utilisant, toutes les fois que ce sera possible, les travaux des institutions internationales existantes, et aidant ces institutions au lieu de les remplacer.
-

claimed by the General Assembly of the representatives of the League of Nations or by the Executive Council of the League. To sum up, it is difficult to see the connection between the provisions recommended by the Minority (but not adopted by the Commission) and the principles laid down by the preambles; indeed, the provisions in question appear to conflict materially with the principles of scientific method and effective co-ordination laid down in those preambles.

On the other hand, the provisions which are common ground to all the members of the Commission (or at any rate not irreconcilable) are amply sufficient to prevent the use of unscientific methods and the confusion which arises when several institutions are doing the same thing. They allow the work accomplished by existing organisations to be utilised and to be perfected by degrees, instead of ignoring this work by subjecting institutions already in existence to new organisms without sufficient motive. They should thus contribute towards making international statistics a complete entity, instead of leaving a miscellaneous collection of research centres partly outside the League of Nations and partly incorporated in it.

These provisions which have been accepted explicitly or implicitly by all members of the Commission, excluding those which reveal an obvious conflict of opinion between the majority and the minority, can be summed up as follows :—

The organisation required should comprise :—

- (a) A Council on which the international institutions which preserve their autonomy shall be represented.
  - (b) An executive organ, constituted, from an administrative point of view, as the Council of the League of Nations shall decide ; and subject, from a technical point of view, to the permanent control of the Council. This organisation shall, as far as possible, make use of the work of already existing international organisations, and shall endeavour to assist such institutions rather than to usurp their functions.
-



## OBSERVATIONS PERSONNELLES DE M. LUCIEN MARCH

---

Dans le rapport préparé au nom de la Commission, j'avais l'unique devoir d'exposer pourquoi la Commission a adopté ses résolutions. (Annexe I.)

Conservant le droit de présenter à part certaines observations personnelles, je voudrais faire remarquer ici que, d'après les textes, il n'y a point d'opposition fondamentale entre les avis de la Commission et les dispositions préconisées par MM. *Coats, Flux* et *Meeker* qui se sont séparés des neuf autres membres et, pour ce motif, composent la minorité. (Annexe II.)

En effet, les trois considérants qui précèdent les résolutions ont été adoptés à l'unanimité. Il y a donc entière communauté de vues sur les trois principes essentiels d'où devrait dériver l'organisation future :

1. Ne point faire abstraction des institutions internationales qui existent et demeurent indépendantes ;
2. Eviter les doubles emplois ;
3. Assurer aux informations recueillies, sur des bases scientifiques, une bonne coordination.

Pour amener la réalisation de ces principes, la minorité prévoit deux organes : un organe exécutif, un organe consultatif.

La Commission, eu égard à l'ordre du jour dont elle a été saisie, prévoit seulement l'organe consultatif, sans s'opposer d'ailleurs à la création de l'organe exécutif. Pas d'opposition, par conséquent, entre ce point de vue et celui de la minorité.

La minorité n'indique pas d'ailleurs si le Conseil consultatif travaillera en toute indépendance ; la Commission revendique pour le Conseil la plus entière liberté. Pas de désaccord apparent sur ce point.

---

## OBSERVATIONS BY M. LUCIEN MARCH

---

In the Report prepared on behalf of the Commission, my only task was to explain why the Commission adopted its Resolutions. (Annex I).

As I reserve the right to make certain personal observations, I should like to point out here that, according to the texts, there is no fundamental divergence between the opinions of the Commissions and the proposals recommended by Messrs. Coats, Flux and Meeker, who separated from the nine other members and, for this reason, form the minority. (Annex II).

In fact, the three preambles which precede the resolutions have been unanimously adopted. There is, therefore, entire uniformity of views as to the three essential principles on which the future organisation is to be based :-

1. Not to set aside international organisations which already exist and which retain their independence ;
2. To avoid overlapping ;
3. To ensure that the information collected shall be co-ordinated on scientific principles.

In order to carry out these principles, the minority provides for two organisations, one executive and the other advisory.

In respect of the Agenda submitted to it, the Commission provides for the advisory organisation only, but is not averse from the establishment of an executive organisation. There is consequently no divergence between this point of view and that of the minority.

The minority, moreover, does not indicate whether the Advisory Council is to work in entire independence ; the Commission claims complete freedom of action for the Council. On this point also there is no disagreement.

---

LETTRE DU Dr MEEKER

GENÈVE, le 2 novembre 1920.

Cher Monsieur MARCH,

Nous avons reçu vos lettres du 30 et du 22 octobre contenant votre Rapport de la majorité de la Commission de Statistique. Je dois vous demander pardon de n'avoir pas plus tôt répondu à votre demande d'un commentaire sur ce Rapport.

Je suis, comme vous le savez, en désaccord absolu avec les résolutions votées par la majorité. Comme j'ai essayé de le montrer clairement à vous-même et à vos collègues de la majorité, j'ai l'impression profonde que vous vous êtes tout à fait mépris sur ce que le Secrétariat et le Conseil de la Société des Nations demandaient de la Commission de Statistique. Ce qu'on veut est un organisme qui assure l'unification de toute la partie statistique de l'œuvre de la Société des Nations, y compris le Bureau International du Travail et celle des méthodes à employer pour recueillir et classer les données statistiques nécessaires. Rien dans les résolutions votées par la majorité n'assure la création de cet organisme. On a fait obstacle à tous les efforts tentés par la minorité pour amener la majorité à étudier cette question évidemment si importante. Les recommandations de la majorité, incorporées dans les résolutions votées, sont à côté de la question et ont le caractère de recommandations et d'avis non sollicités et inutilisables pour la Société des Nations.

Cette déclaration rend peut-être inutile tout autre commentaire sur les résolutions votées par la majorité et sur le rapport que vous avez présenté au nom de la majorité. Je ne puis cependant laisser passer sans commentaire la singulière composition du Conseil consultatif recommandé par la majorité et l'autorité reconnue à l'Institut International de Statistique. Je suis convaincu qu'aucune organisation privée, si dégagée soit-elle de toute considération politique, ne pourra jamais réussir à réaliser une unification complète dans la centralisation et dans l'étude comparée des statistiques. Il est certainement souhaitable d'instituer une commission consultative auprès de la Section permanente de Statistique, mais cette commission, pour remplir sa tâche, doit nécessairement comprendre un certain nombre de statisticiens officiels, chargés de mettre en pratique dans leurs pays respectifs les recommandations relatives aux principes et aux applications votées au cours des conférences auxquelles ils auront participé.

Je ne crois pas du tout possible de mettre en pratique la résolution qui tend à faire de l'Institut International de Statistique une sorte d'autocrate de la statistique, auquel toutes les statistiques devront être soumises pour approbation et qui sera la source unique de toutes critiques et de toutes recommandations destinées au Bureau International du Travail, à la Section Economique et aux divers Gouvernements.

Je tiens à vous exprimer tout le regret que j'éprouve de ne pouvoir me rallier à l'opinion de mes éminents collègues de la majorité. Je me suis chaque fois efforcé de comprendre les raisons qui vous faisaient appuyer des recommandations qui me semblaient, à moi, si étrangères au domaine qui, à mes yeux, avait été fixé à la Commission de Statistique, recommandations que je considère comme irréalisables et souvent même puériles. Je continue à faire mon possible pour apprécier votre point de vue, et je suis désolé de ne pouvoir saisir l'esprit et les raisons de la majorité.

Veillez agréer, etc.

(Signé) ROYAL MEEKER,  
Directeur de la Section Scientifique  
du Bureau International du Travail.

M. LUCIEN MARCH,  
Directeur de la Statistique Générale de la France,  
97, Quai d'Orsay,  
PARIS (VII<sup>e</sup>).

LETTER FROM Dr. MEEKER

GENEVA, *November 2nd, 1920.*

My dear Monsieur MARCH,

Your letters of the 30th and 22nd October, enclosing your Report for the majority of the Statistical Commission, have been received. I must ask you to pardon me for not responding sooner to your request for comment upon this Report.

I am, as you know, in absolute disagreement with the Resolutions as voted by the majority. As I tried to make clear to you and your colleagues of the majority, I feel very positively that you misunderstood entirely what the Secretariat and the Council of the League of Nations really wanted from this Statistical Commission. What is needed is an Organisation to provide unity in the entire statistical progress of the League of Nations, including the International Labour Office, and standardisation of the methods to be used in gathering and compiling the required statistical data. The Resolutions voted by the majority utterly failed to provide for such an Organisation. Every effort on the part of the minority to induce the majority to consider this obviously necessary matter was blocked. The recommendations made by the majority, then, as embodied in the Resolutions passed were beside the mark and in the nature of recommendations and advice unasked for and incapable of utilization by the League of Nations.

Perhaps this statement makes it unnecessary for me to indulge in further comment upon the Resolutions voted by the majority, and the Report for the majority submitted by you. I cannot, however, let pass without comment the peculiar composition of the Advisory Council recommended by the majority and the position of authority provided for the International Statistical Institute. I am convinced that no private organisation, however free from political motives, can ever be effective in bringing about a standardisation and unification in gathering and compiling statistics. An Advisory Commission to a permanent Statistical Section in the League Secretariat is very desirable, but such a Commission to be most effective must necessarily contain a number of official statisticians whose duty it is to put into effect in their several countries the recommendations as to methods and practice worked out through conferences in which they have taken part.

I do not think it is at all possible to put into effect the Resolution recommending that the International Statistical Institute be made a sort of statistical Czar, to which statistics must be referred for approval and from which criticism and recommendations to the International Labour Office, to the Economic Section and to Governments would emanate.

I wish to assure you of the very great regret which I feel in being obliged to disagree with my eminent colleagues of the majority. I have at all points striven to understand your reasons for supporting recommendations which seemed to me so foreign to the business for which the Statistical Commission, in my opinion, was created — recommendations which I believe to be wholly impracticable and, in many instances, trifling. I am still earnestly striving to appreciate your point of view and it pains me greatly that I am unable to comprehend the minds and the motives of the majority.

I am,

Yours very truly,

(Signed) ROYAL MEEKER,  
*Chief of Scientific Division  
of International Labour Office.*

M. LUCIEN MARCH,

Directeur de la Statistique Générale de la France,  
97, Quai d'Orsay,  
Paris (VII<sup>e</sup>)

III

NOTES RELATIVES A DIVERSES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

---

a) INSTITUT INTERNATIONAL DE STATISTIQUE

A été créé en 1885 en vue de substituer une organisation permanente à l'organisation occasionnelle des Congrès internationaux de statistique.

Aux termes de ses statuts, l'Institut a pour objet:

1. De rechercher et de recommander les méthodes propres à obtenir, autant que possible, l'uniformité dans les cadres et dans le dépouillement des relevés de la statistique, afin de rendre comparables les résultats obtenus dans les différents pays ;
2. D'appeler, par des vœux, l'attention des Gouvernements sur les questions à résoudre par l'observation statistique ;
3. De faire des publications internationales destinées à élucider les questions de statistique et à établir des rapports permanents entre les statisticiens de tous les pays ;
4. De concourir, s'il y a lieu, par d'autres publications, par l'enseignement et par divers moyens, à propager les notions de statistique et à intéresser les hommes d'Etat et les savants à l'exploration des faits sociaux.

L'Institut choisit ses membres parmi les hommes des diverses nations qui se sont distingués dans le domaine de la statistique. Le nombre de ses membres titulaires ne peut dépasser 200 et il ne peut être attribué à un même Etat ou à une même Confédération d'Etats, un nombre de membres dépassant le cinquième du nombre total des membres élus. Des membres honoraires peuvent être désignés jusqu'à concurrence du dixième du nombre statutaire des membres titulaires.

L'Institut international tient session, en règle générale, tous les deux ans. Mais il a institué un Office permanent placé sous l'autorité de son Bureau. Cet Office reçoit des subventions des Gouvernements et de diverses institutions privées, ce qui lui permet d'effectuer les publications que l'Institut international de Statistique s'est proposé de mettre au jour, en dehors du compte rendu de ses sessions.

Publications de l'Institut international de Statistique :

1. Bulletin contenant des rapports relatifs aux statistiques étudiées durant les sessions de l'Institut ;
2. Annuaire international de Statistique où sont coordonnés les renseignements statistiques recueillis dans les différents Etats sur la population, son état, ses mouvements, sur les salaires et la durée du travail, les conventions collectives entre patrons et ouvriers, le chômage, le placement, les syndicats, les grèves et lock-outs, l'enseignement, l'agriculture, les postes, télégraphes, téléphones, les sociétés anonymes, les sociétés coopératives, les habitations, les prix des marchandises, les finances d'Etat, les banques d'émission, le cours des changes, la production, etc.
3. Bulletin mensuel relatif au prix des marchandises, au chômage, etc.

III

NOTES RELATING TO VARIOUS INTERNATIONAL INSTITUTIONS

(a) INTERNATIONAL STATISTICAL INSTITUTE

This was created in 1885 in order to substitute a permanent organisation for the occasional meetings of the International Statistical Congresses.

The objects of the Institute, as laid down in its statutes, are :—

1. To discover and recommend the adoption of methods calculated to produce the greatest possible degree of uniformity in statistical tables and returns, so that the results obtained in different countries may be compared ;
2. To call the attention of the Governments, by means of resolutions, to problems which are capable of solution by statistical methods ;
3. To issue international publications intended to elucidate statistical questions and to establish permanent relations between the statistical experts of all countries ;
4. To assist, as occasion arises, in disseminating information concerning statistics by means of other publications, by instruction and in other ways, and to interest statesmen and experts in the study of social phenomena.

The Institute chooses its Members from amongst men of all nations who have achieved distinction in statistical research. Its active members may not exceed 200 in number, and no State or Confederation of States may have more than one-fifth of the total number of members elected. A number of honorary members may be appointed, not exceeding one-tenth of the statutory number of active members.

The International Institute, as a general rule, meets every two years. It has, however, established a permanent office which is under the control of its Bureau. This office is subsidised by Governments and certain private institutions, and is thus enabled to issue the publications proposed by the International Institute of meetings Statistics, in addition to the minutes of its meetings.

Publications of the International Statistical Institute :

1. Bulletin containing reports upon the statistics examined during the meetings of the Institute.
2. Annual Statistical Report in which is tabulated the statistical information, collected from the various States concerning population, conditions, movement ; concerning salaries and hours of work, collective agreements between employers and employed, unemployment, labour exchanges, trades unions, strikes and lock-outs, education, agriculture, postal, telegraphic and telephonic services, limited companies, co-operative societies, housing, the price of goods, public finance, banks of issue, exchange rates, production, etc.
3. Monthly bulletin with reference to the price of goods, unemployment, etc.

## *b)* BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL.

Organisation permanente instituée par les articles 387 et 426 du Traité de Paix.

Cette organisation comprend :

1. Une conférence générale des représentants des Membres de la Société des Nations.
2. Un Bureau International du Travail sous la direction d'un Conseil d'administration, composé de 24 personnes, et dont le secrétaire est le directeur du Bureau.

Les fonctions du Bureau International du Travail comprennent la centralisation et la distribution de toutes les informations concernant la réglementation internationale de la condition des travailleurs et du régime du travail, en particulier l'étude des questions à soumettre aux discussions de la Conférence en vue de la conclusion des conventions internationales, ainsi que l'exécution de toutes les enquêtes spéciales prescrites par la Conférence.

Il doit publier un bulletin périodique consacré à l'étude des questions relatives à l'industrie et au travail et qui présentent un intérêt international.

D'une manière générale, en sus des fonctions indiquées, il aura tous autres pouvoirs et fonctions que la Conférence jugera à propos de lui attribuer.

## *c)* INSTITUT INTERNATIONAL D'AGRICULTURE

L'Institut international d'Agriculture a été fondé par la Convention diplomatique du 7 juin 1905, à laquelle ont participé 40 Etats. Depuis, le nombre des Etats adhérents a été porté à 59.

C'est une institution d'Etat où chaque Puissance adhérente est représentée par des délégués de son choix. L'Assemblée générale des représentants des membres de la Convention a la haute direction des affaires de l'Office.

Un Comité permanent composé de 35 personnes qui siègent en permanence à Rome, constitue le pouvoir exécutif chargé d'appliquer les délibérations de l'Assemblée générale et d'en préparer les ordres du jour.

Aux termes de l'article 9 de la Convention, l'Institut international d'Agriculture a pour devoir de rassembler les renseignements statistiques, techniques ou économiques relatifs à la production, au commerce, aux prix des produits agricoles ; de communiquer rapidement aux intéressés les renseignements recueillis ; de recueillir les informations relatives aux salaires ruraux, aux maladies des végétaux, à la coopération, aux assurances, au crédit concernant l'agriculture ; d'étudier les mesures favorables aux intérêts agricoles qu'il y aurait lieu de proposer aux Gouvernements.

L'Institut a le droit d'adresser directement aux Gouvernements ses propositions, notamment pour ce qui regarde les accords internationaux à conclure (phylloxera, protection des oiseaux, sucres, météorologie agricole, maladie des plantes, destruction des sauterelles, etc.)

L'Institut dispose d'un budget de 1,100,000 lires, non compris les frais des représentants des Etats adhérents.

Nombreuses publications dont un annuaire et un bulletin mensuel.

### (b) INTERNATIONAL LABOUR OFFICE

A permanent organisation created under Articles 387 and 426 of the Peace Treaty.

This organisation includes :—

1. A General Conference consisting of representatives of the Members of the League of Nations.
2. An International Labour Office under the direction of an Administrative Council, consisting of 24 persons ; the Secretary of this Council is the Director of the Office.

The functions of the International Labour Office include the collection and distribution of all information concerning the establishment of international regulations affecting workmen and conditions of labour ; and, in particular, the study of questions to be submitted to the Conference for discussion, with a view to the conclusion of international agreements, and also the carrying out of any special inquiries recommended by the Conference.

It has to publish a periodical bulletin devoted to the study of industrial and labour questions of international interest.

Generally speaking, it may be given any other powers and duties, in addition to those mentioned, that the Conference thinks fit to confer upon it.

### (c) THE INTERNATIONAL INSTITUTE OF AGRICULTURE

The International Institute of Agriculture was founded by the Diplomatic Convention of June 7th, 1905, in which 40 States took part. Since that date the number of States which have given their adherence has risen to 59.

It is an inter-State institution, in which each country adhering to the agreement is represented by its own delegates. The office of the Institute is subject to the control of the General Assembly, consisting of representatives of Member States.

The executive body is a permanent Committee, composed of 35 persons and in permanent session at Rome, and its task is to apply the decisions reached during the deliberations of the General Assembly and to prepare the Agenda for this body.

According to Article 9 of the Convention, the functions of the International Institute of Agriculture are : to collect statistical, technical and economic information upon production, commerce, the prices of agricultural produce ; to communicate the information obtained to those concerned, as quickly as possible ; to collect data concerning agricultural wages, diseases of plants, co-operative societies, insurance, and credits for agricultural purposes ; and to consider measures, calculated to benefit agricultural interests, for submission to the Governments.

The Institute has the right to communicate its proposals directly to the Governments, especially those proposals dealing with suggested international agreements concerning phylloxera, protection of birds, sugar, agricultural meteorology, diseases of plants, destruction of locusts, etc.

The Institute has an annual expenditure of 1,100,000 lire, not including the expenses of the representatives of the Member States.

It has numerous publications, amongst others an Annual Report and a Monthly Bulletin.



#### d) BUREAU INTERNATIONAL DE STATISTIQUE COMMERCIALE DE BRUXELLES

Posée pour la première fois en 1853 par le Congrès international de statistique, la question de l'unification des statistiques commerciales des différents pays a été discutée à maintes reprises par les diverses réunions internationales d'économistes et de statisticiens.

Sur l'initiative du Gouvernement Belge une Conférence réunit à Bruxelles, en septembre 1910, les délégués de 21 Etats ; cette Conférence arrêta un projet de nomenclature pour les statistiques commerciales et formula le vœu de voir confier à un organisme international le soin de grouper ces statistiques et de les publier.

Le 11 novembre 1913, la Conférence se réunit de nouveau pour arrêter le texte d'une Convention internationale qui fut signée le 31 décembre 1913 par les représentants de 29 Etats.

Les ratifications devaient être échangées au plus tard au mois de septembre 1914 ; la Convention devait alors devenir obligatoire pour une durée de sept ans. La guerre a naturellement empêché cette Convention d'être mise à exécution dans le délai prévu. Au mois d'avril de cette année, le Gouvernement Belge a invité les Etats adhérents, qui ne l'avaient pas encore fait, à signer le procès-verbal de ratification de la Convention qui a été clôturé le 31 octobre.

La Convention de 1913 prévoit la création à Bruxelles d'un Bureau international de Statistique commerciale chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements statistiques fournis par les Etats contractants relativement à leur commerce d'importation et d'exportation.

Cette statistique sera basée sur une nomenclature commune des marchandises telle qu'elle a été établie par la Convention de 1913 et divisée en 186 groupes.

Le Bureau prévu par la Convention a été créé récemment et rattaché au Ministère des Finances qui a la statistique commerciale dans ses attributions. La statistique internationale de commerce des pays qui ont adhéré à la Convention pourra être publiée, sur la base de la nomenclature commune, à partir de l'année courante.

Le texte de la Convention, le règlement d'organisation du Bureau et la nomenclature commune des marchandises ont été publiés dans le « Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances » d'avril 1914, page 454.

A Bruxelles existe en outre, depuis 1890, une Union internationale pour la publication des tarifs douaniers, à laquelle ont adhéré 52 Etats ou Colonies autonomes. L'Union publie le « Bulletin international des Douanes. »

#### e) INSTITUT INTERNATIONAL DU COMMERCE

CRÉÉ PAR LA CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE INTERNATIONALE (1919).

La Conférence parlementaire internationale a décidé la création d'un Institut international du Commerce, dont elle a fixé le siège à Bruxelles.

Les buts de l'Institut international du Commerce sont de centraliser, de coordonner, de publier et de faire connaître, le plus rapidement possible, les informations relatives à la statistique et à la législation commerciales, ainsi que les traités de commerce.

Deux Services internationaux sont créés au sein de l'Institut.

Le premier Service est chargé d'établir, en dehors de la statistique commerciale publiée pour chaque pays, une statistique basée sur une nomenclature commune groupant dans un nombre déterminé de catégories les marchandises importées et exportées, avec l'indication de la valeur et, autant que possible, du poids.

**(d) THE INTERNATIONAL BUREAU OF COMMERCIAL  
STATISTICS AT BRUSSELS.**

The question of co-ordinating the commercial statistics of different countries was raised for the first time in 1853 by the International Statistical Congress, and has since been discussed on a number of occasions at various international meetings of economists and statisticians.

In September 1910, on the initiative of the Belgian Government, delegates of 21 States assembled for a special Conference at Brussels. This Conference drew up a scheme of nomenclature for commercial statistics, and expressed the hope that the work of classifying and publishing these statistics would be entrusted to an international organisation.

On November 11th, 1913, the Conference re-assembled to draw up an International Convention, which was signed on December 31st, 1913, by the representatives of 29 States.

The ratifications of this Convention were to be exchanged not later than September 1914; the Convention was then to become obligatory for seven years. The war naturally prevented the Convention from coming into force within the specified time-limit. In April of this year the Belgian Government invited the States which had adhered to the Convention to sign the Procès-Verbal which was approved on October 31st and which contained the ratification of the Convention.

The Convention of 1913 contemplated the creation at Brussels of an International Bureau of Commercial Statistics whose duty it should be to co-ordinate, collate, and publish the statistical information provided by the contracting States in regard to their import and export trade.

These statistics would be based on common nomenclature for goods, as adopted by the Convention of 1913, classified under 186 headings.

The Bureau contemplated by the Convention was recently organised, and was attached to the Ministry of Finance, which deals with commercial statistics. Commencing with this year, statistics of international commerce, for States which have adhered to the Convention, can now be published, on the basis of the common system of nomenclature adopted.

The text of the Convention, the instructions governing the organisation of the Bureau, and the common system of nomenclature for goods have been published in the "Bulletin de Statistique et de Législation comparée du Ministère des Finances" for April 1914, page 454.

There has also been in existence at Brussels, since 1890, an "International Union for the publication of Customs Tariffs," of which some 52 States or self-governing colonies are members. This Union publishes the "Bulletin International des Douanes."

**(e) INTERNATIONAL INSTITUTE OF COMMERCE**

ESTABLISHED BY THE INTERNATIONAL PARLIAMENTARY CONFERENCE (1919).

The International Parliamentary Conference has decided to establish an International Institute of Commerce with a headquarters at Brussels.

The objects of the International Institute of Commerce are to centralise, co-ordinate, publish and circulate with all possible speed all information concerning commercial statistics and legislation and commercial treaties.

Two international organisations have been created within the Institute.

The first of these is to draw up, quite apart from the commercial statistics published for each country, a statistical table, based upon a common nomenclature, classifying imports and exports according to a fixed number of categories and showing values and, whenever possible, weights.

Le Service adoptera la nomenclature commune, dont le texte est joint à la Convention de Bruxelles du 31 décembre 1913.

En outre, le Bureau publiera les statistiques relatives aux assurances, aux mouvements des ports, les prix sur les divers marchés, les transports et tout ce qui concerne le développement général des richesses et des échanges.

L'autre Service est chargé de la traduction et de la publication du texte des lois commerciales, législatives ou administratives et des traités commerciaux des divers pays ainsi que des modifications, interprétations ou compléments qui y sont apportés.

#### *f)* CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE

La création de cette Chambre internationale, réclamée par les derniers congrès de Chambres de commerce, a été réalisée en 1920 au cours du Congrès tenu à Paris.

La résolution suivante a été adoptée à la suite d'une proposition de la Commission de la Production :

« Le Congrès décide, dans le but de faciliter les efforts des producteurs et de les aider à intensifier les productions, qu'un plus grand déficit rend plus indispensable, d'organiser immédiatement un Bureau de Statistique chargé de tenir constamment à jour l'état des principales productions et des prévisions de rendement et des besoins probables, ainsi que du mouvement des exportations et des importations de chaque pays. »

#### *g)* OFFICE INTERNATIONAL D'HYGIÈNE PUBLIQUE

Cet Office a été créé à Paris par l'Arrangement international du 9 décembre 1907, qui a fait suite à la Convention sanitaire internationale de 1903 ; 38 Etats sont représentés.

L'Office a pour objet de recueillir — pour les porter à la connaissance des Gouvernements participants — les faits et documents d'un caractère général qui intéressent la santé publique, à centraliser les indications relatives aux mesures prises pour combattre les maladies infectieuses. Il doit publier les lois et règlements généraux ou locaux des différents pays concernant les maladies transmissibles, les renseignements relatifs à la marche des maladies infectieuses, les statistiques intéressant la santé publique, les informations qui touchent aux travaux exécutés ou les mesures à prendre pour l'assainissement des localités.

Il publie un Bulletin mensuel.

#### *h)* UNION POSTALE UNIVERSELLE

L'Union Postale Universelle a été créée en 1874.

Elle publie régulièrement la statistique internationale des communications postales.

#### *i)* BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION TÉLÉGRAPHIQUE

Le Bureau a été créé en 1868. Il publie régulièrement les statistiques internationales des communications télégraphiques, téléphoniques et radio-télégraphiques.

#### *j)* COMITÉ PERMANENT DES ASSURANCES SOCIALES

Le Comité a été créé en 1910 pour l'étude des questions d'assurances relatives soit aux accidents du travail, soit à la maladie, soit à la vieillesse ou à l'invalidité.

Le Comité a publié des rapports contenant des statistiques professionnelles.

This organisation will use the common nomenclature annexed to the Convention of Brussels of December 31st, 1913.

Further, the Bureau will publish statistics concerning insurance, shipping movements, the various market prices, transport, and everything connected with the general production of wealth and commercial exchange.

The second organisation is to translate and publish commercial laws of a legislative or administrative character, and commercial treaties between the various countries, also any amendments, interpretations or annexes.

#### (f) INTERNATIONAL CHAMBER OF COMMERCE.

The formation of this International Chamber, which had been pressed for at recent congresses of the Chambers of Commerce, was finally undertaken during the Congress held at Paris in 1920.

The following resolution was adopted, in consequence of a proposal made by the Commission on Production :

“With a view to assisting the efforts of producers and encouraging increased production, which has become a necessity owing to the further diminution of output, this Congress resolves to take immediate steps to form a Statistical Bureau, which shall keep an up-to-date record of the chief articles produced, the estimated output, and the probable requirements, as well as of the movement of exports and imports in the case of each country.”

#### (g) INTERNATIONAL BUREAU OF PUBLIC HEALTH.

This Bureau was created at Paris by the International Agreement of December 9th, 1907, which was the sequel to the Health Convention of 1903 ; 38 States were represented.

The object of this Bureau is to collect facts and documents of a general nature bearing upon public health, with a view to communicating them to the Governments which adhered to the Convention, and to co-ordinate information relating to measures taken to cope with infectious diseases. The Bureau will publish the laws and regulations, both general and local, of different countries, regarding contagious diseases ; information concerning the progress of infectious diseases ; statistics affecting public health ; and information in respect of work undertaken or measures proposed for the improvement of health conditions in any area.

It publishes a Monthly Report.

#### (h) UNIVERSAL POSTAL UNION.

The Universal Postal Union was established in 1874.

It publishes regular statistical reports on international postal communications.

#### (i) INTERNATIONAL BUREAU OF THE TELEGRAPHIC UNION.

This Bureau was formed in 1868. It publishes regular statistical reports on international telegraphic, telephonic and wireless communications.

#### (j) PERMANENT COMMITTEE ON SOCIAL INSURANCE.

This Committee was formed in 1910 for the study of questions of insurance against accidents due to employment, sickness, old age, and ill-health.

The Committee has published reports, containing statistics, classified by employments.

IV

SUGGESTIONS APPROUVÉES PAR LA CONFÉRENCE

réunie à Londres le 14 août 1919.

---

Les propositions suivantes ont été adoptées :

1. Il serait bon d'instituer un Comité consultatif central pour les questions de statistique, qui se réunirait normalement au siège de la Société des Nations. Ce Conseil se composerait en partie de membres de divers bureaux de statistique mentionnés ci-après, et en partie de statisticiens et d'autres personnes désignées par la Société. Un certain nombre de ces dernières devraient être des personnes appelées par leurs fonctions à faire usage des statistiques plutôt qu'à les préparer.
2. On établirait, en principe, une distinction entre les principales catégories de statistiques et l'on chargerait les différents bureaux et les différentes institutions qui travaillent sous les auspices de la Société des Nations, de l'étude de ces diverses catégories.
3. Les organes d'exécution seraient, en ce qui concerne les statistiques agricoles, l'Institut international d'Agriculture à Rome; en ce qui concerne les statistiques du travail, le Bureau International du Travail; et provisoirement, pour les statistiques démographiques, le Bureau permanent de l'Institut international de Statistique de La Haye.
4. On nommerait une Commission pour étudier la répartition des différents travaux statistiques entre les divers bureaux déjà rattachés à la Société des Nations, ou que l'on a l'intention d'y rattacher, et pour faire des propositions, s'il paraît désirable, en vue de l'institution d'autres bureaux que ceux dont il a déjà été question.
5. Si la création de cette Commission était jugée utile, on confierait au Secrétaire Général de la Société des Nations, le soin de la constituer.
6. La Commission précitée soumettrait au Secrétaire Général un rapport sur les questions énumérées plus haut.
7. Le rapport une fois terminé, le Secrétaire Général demanderait, de la manière qui lui paraîtrait le plus convenable, les vues d'experts en statistique internationale sur les questions traitées.

---

CONFÉRENCE IMPÉRIALE DE STATISTIQUE DE L'EMPIRE  
BRITANNIQUE (1920).

*Avis exprimé par la Conférence.*

En principe, il ne devra pas y avoir de séparation entre les différentes catégories de statistiques et, dans la mesure du possible, le soin de réunir toutes les statistiques internationales devrait être confié à un Bureau de Statistique international unique.

---

IV.

SUGGESTIONS APPROVED BY THE CONFERENCE

assembled at London on August 14<sup>th</sup>, 1919.

The following proposals have been accepted :-

1. It is advisable to form a Central Advisory Committee for statistical questions, which should meet normally at the seat of the League of Nations. This Council [*sic*] should consist, in part, of members of the various statistical bureaux enumerated below, and in part of statistical experts and other persons nominated by the League. The latter category should include some persons who have had experience in the application of statistics, rather than in their preparation.

2. A distinction should be made, in principle, between the main categories of statistics ; the study of these separate categories will then be distributed amongst the various bureaux and institutions which are working under the auspices of the League of Nations.

3. The executive organs should be the International Institute of Agriculture of Rome, for agricultural statistics ; the International Labour Office, for labour statistics ; and, as a temporary measure, the Permanent Bureau of the International Statistical Institute at The Hague for demographic statistics.

4. A Commission should be appointed to examine the distribution of the various branches of statistical research among the different bureaux already attached, or intended to be attached, to the League of Nations ; and to make any suggestions that may appear desirable in regard to the creation of any bureaux in addition to those already referred to.

5. If the formation of this Commission is approved, the Secretary-General of the League of Nations should be requested to undertake its organisation.

6. The above-mentioned Commission would submit a report to the Secretary-General on the points enumerated above.

7. On the completion of this report, the Secretary-General would take whatever steps he thought fit to ascertain the views of experts on international statistics with regard to points with which it dealt.

THE IMPERIAL STATISTICAL CONFERENCE OF  
THE BRITISH EMPIRE (1920).

*Resolution adopted by the Conference.*

There should be no separation in principle between the various classes of statistics ; and, so far as practicable, the task of collecting international statistics of every kind should be entrusted to a single Bureau of International Statistics.